



CONSTITUTION DU GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

CONSTITIOUN VUM GRAND-DUCHÉ
VU LËTZEBUERG

VERFASSUNG DES GROBHERZOGTUMS
LUXEMBURG

FRANÇAIS

LËTZEBUERGESH

DEUTSCH



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Cette brochure contenant le nouveau texte de la Constitution a pour but de promouvoir l'accès du public aux informations concernant les travaux du parlement luxembourgeois.

Seul le texte français, tel que publié dans le Journal officiel, fait foi.

Les versions luxembourgeoise et allemande correspondent à des traductions libres et peuvent ainsi présenter des divergences avec le texte original français.

La Chambre décline toute responsabilité pour l'utilisation de l'information contenue dans cette brochure.



M. Léon Gloden, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Simone Beissel et M. Charles Margue, les quatre rapporteurs des propositions de révision, entourant le Président de la Chambre des Députés

Luxembourg, le 21 avril 2023

Chères concitoyennes et chers concitoyens,

Il y a quelques mois, la Chambre des Députés a fait distribuer une première brochure expliquant la réforme de la Constitution élaborée au cours des dernières années.

J'ai à présent le plaisir de vous communiquer le nouveau texte de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg qui a été adopté au mois de décembre 2022 en deuxième lecture par la Chambre des Députés.

La Constitution constitue le texte juridique le plus important du pays. Elle définit la structure de l'État et organise le fonctionnement de nos institutions. Elle détermine aussi les droits et les libertés des citoyennes et des citoyens.

Suite à son entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2023, notre pays dispose à présent d'une Constitution moderne et conforme aux pratiques institutionnelles.

Fernand Etgen

Président de la Chambre des Députés

CONSTITUTION DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Le drapeau du Grand-Duché de Luxembourg

CHAPITRE I^{ER}. – DE L'ÉTAT, DE SON TERRITOIRE ET DE SES HABITANTS

Section 1^{re}. – De l'État, de sa forme politique et de la souveraineté

Art. 1^{er}.

Le Grand-Duché de Luxembourg est un État démocratique, libre, indépendant et indivisible.

Art. 2.

Le Grand-Duché de Luxembourg est placé sous le régime de la démocratie parlementaire. Il a la forme d'une monarchie constitutionnelle.

Il est fondé sur les principes d'un État de droit et sur le respect des droits de l'Homme.

Art. 3.

La souveraineté réside dans la Nation dont émanent les pouvoirs de l'État.

Art. 4.

(1) La langue du Grand-Duché de Luxembourg est le luxembourgeois. La loi règle l'emploi des langues luxembourgeoise, française et allemande.

(2) L'emblème national est le drapeau tricolore rouge, blanc, bleu.

(3) La loi définit les armoiries de l'État.

(4) L'hymne national est « Ons Heemecht ».

Art. 5.

Le Grand-Duché de Luxembourg participe à l'intégration européenne.

L'exercice de pouvoirs de l'État peut être transféré à l'Union européenne et à des institutions internationales par une loi adoptée dans les conditions de l'article 131, alinéa 2, de la Constitution.

Section 2. – Du territoire

Art. 6.

Toute cession, tout échange, toute adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi adoptée à la majorité qualifiée.

Art. 7.

Les limites et les chefs-lieux des cantons, des communes et des arrondissements judiciaires sont déterminés par la loi.

Art. 8.

La Ville de Luxembourg est la capitale du Grand-Duché de Luxembourg et le siège des institutions constitutionnelles.

CHAPITRE II. – DES DROITS ET LIBERTÉS

Section 1^{re}. – De la nationalité et des droits politiques

Art. 9.

La qualité de Luxembourgeois s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi.

Art. 10.

(1) Les Luxembourgeois jouissent de la plénitude des droits politiques qu'ils exercent dans les conditions déterminées par la Constitution et les lois.

(2) Sans préjudice de l'article 64, la loi peut conférer l'exercice de droits politiques à des non-Luxembourgeois.

Art. 11.

La loi règle l'accès aux emplois publics. Elle peut réserver aux Luxembourgeois les emplois publics comportant une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État.

Section 2. – Des droits fondamentaux

Art. 12.

La dignité humaine est inviolable.

Art. 13.

(1) Toute personne a droit à son intégrité physique et mentale.

(2) Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains et dégradants.

La peine de mort ne peut pas être établie.

Art. 14.

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion.



Le Monument du Souvenir « Gëlle Fra »

Section 3. – Des libertés publiques

Art. 15.

(1) Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.

La loi peut prévoir une différence de traitement qui procède d'une disparité objective et qui est rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but.

(2) Nul ne peut être discriminé en raison de sa situation ou de circonstances personnelles.

(3) Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs.

L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.

(4) Toute personne a le droit de fonder une famille. Toute personne a droit au respect de sa vie familiale.

(5) Dans toute décision qui le concerne, l'intérêt de l'enfant est pris en considération de manière primordiale.

Chaque enfant peut exprimer son opinion librement sur toute question qui le concerne. Son opinion est prise en considération, eu égard à son âge et à son discernement.

Chaque enfant a droit à la protection, aux mesures et aux soins nécessaires à son bien-être et son développement.

(6) Toute personne handicapée a le droit de jouir de façon égale de tous les droits.

Art. 16.

Tout non-Luxembourgeois qui se trouve sur le territoire du Grand-Duché jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions établies par la loi.

Art. 17.

(1) La liberté individuelle est garantie.

(2) Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou privé de sa liberté que dans les cas prévus et dans la forme déterminée par la loi.

(3) Sauf le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté qu'en vertu d'une décision de justice motivée, qui doit être notifiée au moment de l'arrestation ou au plus tard dans les vingt-quatre heures.

(4) Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

Toute personne doit être informée sans délai des raisons de son arrestation ou de la privation de sa liberté, des accusations portées contre elle et des moyens de recours légaux dont elle dispose pour recouvrer sa liberté.

Art. 18.

Toute personne a droit à ce que sa cause soit portée devant la juridiction prévue par la loi.

Nul ne peut être distrait contre son gré du juge que la loi lui assigne.

Art. 19.

Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi.

Nul ne peut être condamné pour une action ou omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction prévue par la loi.

Nul ne peut être condamné à une peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise.

Art. 20.

Toute personne a droit au respect de sa vie privée.

Art. 21.

Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus et dans la forme déterminée par la loi.

Art. 22.

Aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de

la loi, qui en détermine la formule.

Art. 23.

La liberté de manifester ses opinions et la liberté de la presse sont garanties, hormis les infractions commises à l'occasion de l'exercice de ces libertés.

La censure ne peut pas être établie.

Art. 24.

La liberté de manifester ses convictions philosophiques ou religieuses, celle d'adhérer ou de ne pas adhérer à une religion sont garanties, hormis les infractions commises à l'occasion de l'exercice de ces libertés.

La liberté des cultes et celle de leur exercice sont garanties, hormis les infractions commises à l'occasion de l'exercice de ces libertés.

Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte ni d'en observer les jours de repos.

Art. 25.

Toute personne a le droit, dans le respect de la loi, à la liberté de réunion pacifique. Ce droit ne peut être soumis à autorisation préalable que pour des rassemblements en plein air dans un lieu accessible au public.

Art. 26.

Le droit d'association est garanti. Son exercice est régi par la loi qui ne peut pas le soumettre à autorisation préalable.

Art. 27.

Les partis politiques concourent à la formation de la volonté populaire et à l'expression du suffrage universel. Ils expriment le pluralisme démocratique.

Art. 28.

Les libertés syndicales sont garanties.

La loi organise l'exercice du droit de grève.

Art. 29.

Toute personne a le droit d'adresser aux autorités publiques des requêtes signées par une ou plusieurs personnes.

Les autorités publiques sont tenues de répondre dans un délai raisonnable aux demandes écrites des requérants.

Art. 30.

Toute personne a droit à l'inviolabilité de ses communications.

Aucune restriction ne peut être apportée à ce droit, sauf dans les cas prévus par la loi et sous les conditions et contrôles qu'elle détermine.

Art. 31.

Toute personne a droit à l'autodétermination informationnelle et à la protection des données à caractère personnel la concernant. Ces données ne peuvent être traitées qu'à des fins et dans les conditions déterminées par la loi.

Art. 32.

Le droit d'asile est garanti dans les conditions déterminées par la loi.

Art. 33.

(1) Toute personne a droit à l'éducation.

(2) L'État organise l'enseignement et en garantit l'accès.

La durée de l'enseignement obligatoire est déterminée par la loi.

L'enseignement public fondamental et secondaire est gratuit.

(3) La liberté de l'enseignement s'exerce dans le respect des valeurs d'une société démocratique fondée sur les droits fondamentaux et les libertés publiques.

L'intervention de l'État dans l'enseignement privé est déterminée par la loi.

(4) Toute personne est libre de faire ses études au Luxembourg ou à l'étranger, de fréquenter les universités de son choix. Les conditions de la reconnaissance des diplômes sont déterminées par la loi.

Art. 34.

La sécurité sociale, la protection de la santé et les droits des travailleurs sont réglés par la loi quant à leurs principes.

Art. 35.

L'exercice de la liberté du commerce et de l'industrie ainsi que de la profession libérale et de l'activité agricole est garanti, sauf les restrictions déterminées par la loi.

Art. 36.

Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière déterminés par la loi.

Art. 37.

Toute limitation de l'exercice des libertés publiques doit être prévue par la loi et respecter leur contenu essentiel. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires dans une société démocratique et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui.



La Place de la Constitution - « Gëlle Fra »

Section 4. – Des objectifs à valeur constitutionnelle

Art. 38.

L'État garantit le droit au travail et veille à assurer l'exercice de ce droit.

Art. 39.

L'État promeut le dialogue social.

Art. 40.

L'État veille à ce que toute personne puisse vivre dignement et disposer d'un logement approprié.

Art. 41.

L'État garantit la protection de l'environnement humain et naturel, en œuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, ainsi que la sauvegarde de la biodiversité, et la satisfaction des besoins des générations présentes et futures.

L'État s'engage à lutter contre le dérèglement climatique et à œuvrer en faveur de la neutralité climatique.

Il reconnaît aux animaux la qualité d'êtres vivants non humains dotés de sensibilité et veille à protéger leur bien-être.

Art. 42.

L'État garantit l'accès à la culture et le droit à l'épanouissement culturel.

L'État promeut la protection du patrimoine culturel.

Art. 43.

L'État promeut la liberté de la recherche scientifique réalisée dans le respect des valeurs d'une société démocratique fondée sur les droits fondamentaux et les libertés publiques.

CHAPITRE III. – DU GRAND-DUC

Section 1^{re}. – De la fonction du Chef de l'État

Art. 44.

(1) Le Grand-Duc est le Chef de l'État.

Il représente l'État. Il est le symbole de l'unité et de l'indépendance nationales.

Sa personne est inviolable.

(2) Le Grand-Duc n'a d'autres attributions que celles que lui accordent la Constitution et les lois.

Il exerce conjointement avec le Gouvernement le pouvoir exécutif.

(3) Les dispositions du Grand-Duc doivent être contresignées par un membre du Gouvernement, qui en assume la responsabilité.

Art. 45.

(1) Le Grand-Duc prend les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois.

(2) Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'en vertu d'une disposition légale particulière qui fixe l'objectif des mesures d'exécution et le cas échéant les conditions auxquelles elles sont soumises.

(3) Il prend les règlements nécessaires pour l'application des actes juridiques de l'Union européenne.

Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, ces règlements ne peuvent être pris qu'en vertu d'une disposition légale particulière qui fixe l'objectif des mesures d'exécution et, le cas échéant, les conditions auxquelles elles sont soumises. Dans les conditions déterminées par la loi, ces règlements peuvent déroger aux dispositions légales existantes ou remplacer celles-ci.



Le Grand-Duc Henri © Maison du Grand-Duc, Sophie Margue

Art. 46.

Le Grand-Duc fait et défait les traités. Les traités et, sauf clause spécifique dans un traité, leur dénonciation n'ont d'effet qu'après avoir été approuvés par la loi. Ils sont publiés dans les formes prévues pour la publication des lois.

Le Grand-Duc fait les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des traités dans les formes qui règlent les mesures d'exécution des lois et avec les effets qui s'attachent à ces mesures, sans préjudice des matières qui sont réservées par la Constitution à la loi.

Art. 47.

Dans l'exercice du pouvoir lui attribué par les articles 45, paragraphes 1^{er} et 3, alinéa 1^{er}, et 46, alinéa 2, le Grand-Duc peut, dans les cas qu'il détermine, charger les membres de son Gouvernement de prendre des mesures d'exécution.

Art. 48.

En cas de crise internationale, de menaces réelles pour les intérêts vitaux de tout ou partie de la population ou de péril imminent résultant d'atteintes graves à la sécurité publique, le Grand-Duc, après avoir constaté l'urgence résultant de l'impossibilité de la Chambre des Députés de légiférer dans les délais appropriés,

peut prendre en toutes matières des mesures réglementaires.

Ces mesures peuvent déroger à des lois existantes. Elles doivent être nécessaires, adéquates et proportionnées au but poursuivi et être conformes à la Constitution et aux traités internationaux.

La prorogation de l'état de crise au-delà de dix jours ne peut être décidée que par une ou plusieurs lois, qui en fixent la durée sans que la prorogation puisse dépasser une durée maximale de trois mois. Ces lois sont adoptées avec une majorité qualifiée des deux tiers des suffrages des députés, les votes par procuration n'étant pas admis.

Tous les règlements pris en vertu de la présente disposition cessent leurs effets au plus tard à la fin de l'état de crise.

La Chambre des Députés ne peut être dissoute pendant l'état de crise.

Art. 49.

Le Grand-Duc promulgue les lois dans les trois mois de leur adoption par la Chambre des Députés.

Art. 50.

(1) Le Grand-Duc nomme aux emplois publics, conformément à la loi, et sauf les exceptions établies par elle.

(2) Aucune fonction salariée par l'État ne peut être créée qu'en vertu d'une loi.

(3) Le statut des fonctionnaires de l'État est déterminé par la loi.

Art. 51.

Le Grand-Duc a le droit, dans les conditions déterminées par la loi, de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juridictions.

Art. 52.

Le Grand-Duc a le droit de conférer des titres de noblesse aux membres de la famille grand-ducale, sans pouvoir jamais y attacher de privilège.

Art. 53.

(1) Le Grand-Duc porte le titre de commandant de l'armée. Ce commandement est exercé sous la responsabilité du Gouvernement.

(2) Le Grand-Duc confère les ordres civils et militaires, en observant la loi.

Art. 54.

Le Grand-Duc, l'ancien Chef de l'État, le Grand-Duc Héritier, le Régent et le Lieutenant-Représentant touchent sur le budget de l'État une dotation annuelle, dont les éléments et le montant sont fixés par la loi.

Le Grand-Duc, tenant compte de l'intérêt public, définit et organise son administration qui jouit de la personnalité juridique.

Art. 55.

Le Palais Grand-Ducal à Luxembourg et le Château de Berg sont réservés à l'habitation du Grand-Duc.



La statue de la Grande-Duchesse Charlotte

Section 2. – De la monarchie constitutionnelle

Art. 56.

(1) La fonction de Chef de l'État est héréditaire dans la descendance directe de Son Altesse Royale Adolphe, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, par ordre de primogéniture et par représentation. Seuls les enfants nés d'un mariage ont le droit de succéder.

(2) La personne en droit de succéder peut y renoncer. Cette renonciation intervient sous forme d'un acte écrit qui est irrévocable et dont les effets ne s'appliquent qu'à l'auteur.

Lorsque des circonstances exceptionnelles le commandent, la Chambre des Députés peut exclure une ou plusieurs personnes de l'ordre de succession par une loi adoptée à la majorité qualifiée.

(3) À défaut de successeur, la Chambre des Députés se réunit au plus tard dans les trente jours du décès ou de l'abdication du Grand-Duc en vue de désigner un nouveau Chef de l'État. La décision est adoptée à la majorité qualifiée.

(4) L'abdication du Grand-Duc requiert la forme d'un acte écrit qui est irrévocable.

Art. 57.

(1) Le Grand-Duc exerce la fonction de Chef de l'État à partir du moment où il a prêté devant la Chambre des Députés le serment suivant : « Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir fidèlement mes attributions constitutionnelles. »

(2) Le serment est prêté au plus tard le dixième jour qui suit le décès, l'abdication ou la désignation du Grand-Duc dans les conditions de l'article 56, paragraphe 3.

(3) Le refus de prêter le serment comporte renonciation à la fonction de Chef de l'État.

Art. 58.

Le Grand-Duc peut se faire représenter par une personne qui remplit les conditions de l'article 56, paragraphe 1^{er}, et qui porte le titre de Lieutenant-Représentant du Grand-Duc.

Le Lieutenant-Représentant du Grand-Duc n'entre en fonction qu'après avoir prêté devant la

Chambre des Députés le serment suivant : Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir fidèlement mes attributions constitutionnelles.

Art. 59.

Si au décès du Grand-Duc, ou à la date de son abdication, son successeur est mineur, la Chambre des Députés se réunit dans les dix jours à l'effet de pourvoir, sur proposition du Gouvernement, à la régence.

Si le Grand-Duc se trouve dans l'impossibilité temporaire de remplir ses attributions constitutionnelles ou de prêter le serment prévu à l'article 57, le Gouvernement en informe la Chambre des Députés, qui se réunit dans les dix jours à l'effet de constater cette impossibilité et de pourvoir à la régence.

La régence ne peut être confiée qu'à une seule personne, qui doit être majeure et faire partie des personnes visées à l'article 56, paragraphe 1^{er}.

Le Régent n'entre en fonction qu'après avoir prêté devant la Chambre des Députés le serment suivant : « Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir fidèlement mes attributions constitutionnelles. »

La régence prend fin à la majorité du successeur ou à la cessation de l'impossibilité temporaire du Grand-Duc de remplir ses attributions constitutionnelles.

Le Gouvernement en informe la Chambre des Députés, qui se réunit dans les dix jours à l'effet de mettre fin à la régence.

Art. 60.

Si le Grand-Duc ne remplit pas ses attributions constitutionnelles, la Chambre des Députés, à la demande du Gouvernement, le Conseil d'État entendu en son avis, décide à la majorité qualifiée qu'il y a lieu de considérer que le Grand-Duc a abdicqué.

Art. 61.

À partir du décès du Grand-Duc, de son abdication ou du constat de son impossibilité de remplir ses attributions constitutionnelles, jusqu'à la prestation de serment du successeur, la fonction de Chef de l'État est exercée par le Gouvernement. Il en est de même en cas de décès ou de démission du Régent.

CHAPITRE IV. – DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Section 1^{re}. – De la représentation du pays

Art. 62.

La Chambre des Députés représente le pays. Elle exerce le pouvoir législatif. Elle contrôle l'action du Gouvernement.

Les députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que l'intérêt général.

Art. 63.

(1) La Chambre se compose de soixante députés.

(2) Les députés sont élus pour cinq ans.

(3) L'élection est directe. Elle a lieu sur la base du suffrage universel, au scrutin de liste, suivant les règles de la représentation proportionnelle, conformément au principe du plus petit quotient électoral.

Le vote est obligatoire et secret. Ses modalités sont déterminées par la loi.

(4) Le pays est divisé en quatre circonscriptions électorales :

1° le Sud avec les cantons d'Esch-sur-Alzette et Capellen ;

2° le Centre avec les cantons de Luxembourg et Mersch ;

3° le Nord avec les cantons de Diekirch, Redange, Wiltz, Clervaux et Vianden ;

4° l'Est avec les cantons de Grevenmacher, Remich et Echternach.

Une loi adoptée à la majorité qualifiée fixe le nombre des députés à élire dans chacune des circonscriptions.



La Chambre des Députés

Art. 64.

(1) Pour être électeur, il faut être Luxembourgeois et être âgé de dix-huit ans.

(2) Pour être éligible, il faut en outre être domicilié au Grand-Duché de Luxembourg.

(3) Les juridictions peuvent, dans les cas prévus par la loi, prononcer l'interdiction du droit de vote et d'éligibilité.

Art. 65.

Le mandat de député est incompatible avec la fonction de membre du Gouvernement et celle de membre du Conseil d'État.

Cette même incompatibilité s'applique aux emplois et fonctions publics à déterminer par une loi adoptée à la majorité qualifiée. Elle peut être étendue à d'autres mandats politiques à déterminer par une loi adoptée à la majorité qualifiée.

Art. 66.

(1) Le député, nommé par le Gouvernement à un emploi rémunéré qu'il accepte, cesse immédiatement de siéger et ne reprend sa fonction qu'en vertu d'une nouvelle élection.

(2) Le député, appelé à la fonction de membre du Gouvernement, perd son mandat de député. Il est réinscrit sur la liste sur laquelle il a été élu comme suppléant dans l'ordre des suffrages obtenus.

Il en est de même du député suppléant qui, appelé à la fonction de membre du Gouvernement, renonce au mandat de député lui échu au cours de cette fonction.

En cas de concours entre plusieurs ayants droit, la réinscription est faite dans l'ordre des suffrages obtenus aux élections.

(3) Les personnes qui se trouvent dans un cas d'incompatibilité ont le droit d'opter entre le mandat de député et leur emploi ou activité.

Section 2. – De l'organisation et du fonctionnement de la Chambre des Députés

Art. 67.

(1) La Chambre des Députés se réunit en séance publique de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections pour vérifier les pouvoirs de ses membres.

(2) Il appartient à la Chambre des Députés de constater que l'un de ses membres a perdu la qualité de député en raison de la survenance, en cours de mandat, d'une cause d'inéligibilité au sens de l'article 64 ou d'une incompatibilité au sens de l'article 65.

(3) Un recours contre ces décisions est ouvert devant la Cour Constitutionnelle. Les modalités de ce recours sont réglées par la loi.

(4) À leur entrée en fonction, les députés prêtent en séance publique le serment qui suit : « Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité. »

(5) La réunion en séance publique de la Chambre des Députés issue des élections au sens du paragraphe 1^{er} fait cesser les fonctions de la Chambre des Députés issue des élections précédentes.

Art. 68.

La Chambre des Députés détermine par son Règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions ainsi que son organisation matérielle et financière, y compris le statut de ses fonctionnaires.

Le Règlement de la Chambre des Députés détermine les mesures d'exécution des lois qui concernent son organisation.

Art. 69.

La Chambre des Députés nomme son président et

ses vice-présidents et compose son bureau.

Art. 70.

Les séances de la Chambre des Députés sont publiques, sauf les exceptions à déterminer par son Règlement.

Art. 71.

La Chambre des Députés ne peut prendre de décision, résolution et motion qu'autant que la majorité des députés se trouve réunie.

Toute décision, toute résolution, toute motion est prise à la majorité des suffrages. Les abstentions n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la majorité. Le vote par procuration est admis. Nul ne peut toutefois recevoir plus d'une procuration.

Les décisions et les résolutions dont l'adoption requiert la majorité qualifiée en vertu de la Constitution doivent réunir au moins les deux tiers des suffrages des députés, le vote par procuration n'étant pas admis.

Art. 72.

Le Règlement de la Chambre des Députés détermine les règles de majorité pour la désignation de personnes à des mandats ou fonctions à laquelle procède la Chambre des Députés.

Art. 73.

Le Grand-Duc ne peut fixer des élections anticipées que si la Chambre des Députés, à la majorité de ses membres, soit rejette une motion de confiance au Gouvernement, soit adopte une motion de censure à l'égard du Gouvernement.

En cas de démission du Gouvernement, le Grand-Duc, après avoir reçu l'assentiment de la Chambre des Députés exprimé à la majorité absolue des députés, fixe des élections anticipées.

Les nouvelles élections ont lieu au plus tard dans les trois mois.

Le Grand-Duc ne peut pas fixer des élections anticipées pendant l'état de crise.

Art. 74.

Les membres du Gouvernement ont entrée dans la Chambre des Députés et doivent être entendus quand ils le demandent.

Art. 75.

Aux fins d'exercer les missions prévues à l'article 62, la Chambre des Députés peut :

- 1° demander la présence d'un ou de plusieurs membres du Gouvernement ;
- 2° adresser au Gouvernement des questions et interpellations auxquelles le Gouvernement est tenu de répondre ;
- 3° requérir de la part du Gouvernement tous informations et documents ;
- 4° adopter une motion de confiance ou de censure à l'égard du Gouvernement.

L'exercice de ces prérogatives est organisé par le Règlement de la Chambre des Députés.

Section 3. – De l'adoption des lois

Art. 76.

Le Gouvernement dépose à la Chambre des Députés des projets de loi.

Art. 77.

Chaque député a le droit de soumettre des propositions de loi à la Chambre des Députés.

Art. 78.

(1) Les lois sont adoptées par la Chambre des Députés.

(2) La Chambre des Députés peut amender les projets de loi et les propositions de loi.

(3) La Chambre des Députés vote sur l'ensemble de la loi. Le vote est toujours nominal.

À la demande de cinq députés au moins, le vote sur l'ensemble de la loi peut être précédé par un vote portant sur un ou plusieurs articles de la loi.

(4) Toutes les lois sont soumises à un second vote, à moins que la Chambre des Députés, d'accord avec le Conseil d'État, siégeant en séance publique, n'en décide autrement. Il y aura un intervalle d'au moins trois mois entre les deux votes.

Section 4. – Des autres attributions de la Chambre des Députés

Art. 79.

La Chambre des Députés se prononce en séance publique sur les propositions motivées aux fins de légiférer, présentées par cent vingt-cinq et soutenues par douze mille cinq cents électeurs au moins.

La loi règle l'exercice de ce droit d'initiative législative.

Art. 80.

La Chambre des Députés peut décider d'avoir recours au référendum dans les cas, sous les conditions et avec les effets à déterminer par la loi.

Art. 81.

La Chambre des Députés a le droit d'enquête. La loi règle l'exercice de ce droit.

Une commission d'enquête doit être instituée si un tiers au moins des députés le demande.

Art. 82.

La Chambre des Députés reçoit les pétitions qui lui sont adressées dans la forme prescrite par son Règlement.

Art. 83.

L'Ombudsman est nommé par le Grand-Duc sur proposition de la Chambre des Députés, votée à la majorité qualifiée prévue à l'article 71, alinéa 3.

Les attributions et les règles de fonctionnement de l'Ombudsman et les relations avec la Chambre des Députés sont déterminées par la loi.

Section 5. – Du statut du député

Art. 84.

Aucune action, ni civile ni pénale, ne peut être dirigée contre un député à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 85.

À l'exception des cas visés par l'article 84, les députés peuvent être poursuivis en matière pénale.

Cependant, l'arrestation d'un député est, sauf le cas de flagrant délit, soumise à autorisation préalable de la Chambre des Députés.

Une autorisation de la Chambre des Députés n'est pas requise pour l'exécution des peines, même celles privatives de liberté, prononcées à l'encontre d'un député.

Art. 86.

Les députés touchent une indemnité, dont le montant et les conditions sont fixés par la loi.

CHAPITRE V. - DU GOUVERNEMENT



Le Ministère d'État

Art. 87.

Le Gouvernement dirige la politique générale de l'État.

Art. 88.

Le Gouvernement se compose d'un Premier ministre, d'un ou de plusieurs Vice-premiers ministres, de ministres et, le cas échéant, d'un ou de plusieurs ministres délégués et secrétaires d'État.

Le Grand-Duc nomme le Premier ministre et les autres membres du Gouvernement et met fin à leurs fonctions.

Avant d'entrer en fonction, les membres du Gouvernement prêtent le serment qui suit : « Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité. »

Art. 89.

La fonction de membre du Gouvernement est incompatible avec celle de député, de conseiller d'État, de membre d'un conseil communal ainsi qu'avec des fonctions publiques ou une activité professionnelle.

Art. 90.

Les membres du Gouvernement exercent leurs attributions, soit en conseil, soit individuellement pour les affaires dont ils ont la charge.

Art. 91.

Le Premier ministre coordonne l'action du Gouvernement et veille au maintien de l'unité de l'action gouvernementale.

Art. 92.

Le Gouvernement détermine son organisation et son fonctionnement par voie de règlement interne, approuvé par arrêté grand-ducal, à l'exception des matières que la Constitution réserve à la loi.

Art. 93.

(1) Le Premier ministre engage la responsabilité du nouveau Gouvernement à l'occasion de la présentation du programme gouvernemental devant la Chambre des Députés.

(2) Le Premier ministre peut, après délibération du Gouvernement en conseil, engager la responsabilité du Gouvernement devant la Chambre des Députés à l'occasion du vote d'un projet de loi ou d'une déclaration gouvernementale.

(3) La Chambre des Députés peut engager la responsabilité du Gouvernement par une motion de censure.

(4) Lorsque la Chambre des Députés refuse la confiance au Gouvernement, le Premier ministre présente la démission du Gouvernement au Grand-Duc.

(5) Le Gouvernement démissionnaire continue à conduire la politique générale.

Art. 94.

(1) Le Gouvernement et ses membres sont responsables devant la Chambre des Députés.

(2) Les membres du Gouvernement ne répondent ni civilement ni pénalement des opinions qu'ils émettent à l'occasion de l'exercice de leur fonction.

(3) Les membres du Gouvernement sont pénalement responsables des actes commis par eux dans l'exercice de leur fonction.

Seul le ministère public peut intenter et diriger les poursuites à l'encontre d'un membre du Gouvernement pour ces actes, même après cessation de sa fonction.

(4) Sauf le cas de flagrant délit, toute arrestation d'un membre du Gouvernement nécessite l'autorisation préalable de la Chambre des Députés. Cette autorisation n'est pas requise pour l'exécution des peines, même celles privatives de liberté, prononcées à l'encontre d'un membre du Gouvernement.

CHAPITRE VI. – DU CONSEIL D'ÉTAT

Art. 95.

Le Conseil d'État donne son avis sur les projets

de loi et les propositions de loi ainsi que sur les amendements qui pourraient y être proposés.

S'il estime qu'un projet de loi ou une proposition de loi comporte des dispositions non conformes à la Constitution, aux traités internationaux auxquels le Grand-Duché de Luxembourg est partie, aux actes juridiques de l'Union européenne ou aux principes généraux du droit, il en fait mention dans son avis.

Lorsque la Chambre des Députés a procédé à un vote article par article d'un projet ou d'une proposition de loi, sans que le Conseil d'État ait émis son avis, la Chambre des Députés peut voter sur l'ensemble de la loi en observant un délai d'au moins trois mois après en avoir informé le Conseil d'État.

Sauf les cas d'urgence à apprécier dans les limites de la loi par le Grand-Duc, le Conseil d'État donne son avis sur les projets de règlement à prendre pour l'exécution des lois et des traités internationaux et pour l'application des actes juridiques de l'Union européenne. S'il estime que le projet de règlement n'est pas conforme aux normes de droit supérieures, il en fait mention dans son avis.

La Chambre des Députés et le Gouvernement peuvent déférer au Conseil d'État toutes autres questions selon les modalités déterminées par la loi.



Le Conseil d'État

Art. 96.

L'organisation du Conseil d'État et la manière d'exercer ses attributions sont réglées par la loi.

CHAPITRE VII. – DE LA JUSTICE

Section 1^{re}. – De l'organisation de la Justice

Art. 97.

Le pouvoir judiciaire est exercé par les cours et tribunaux.

Les arrêts et jugements sont exécutés au nom du Grand-Duc.

Art. 98.

Les juridictions de l'ordre judiciaire ont compétence générale en toute matière, à l'exception des

attributions conférées par la Constitution à d'autres juridictions à compétence particulière.

Art. 99.

Le contentieux administratif et fiscal est du ressort des juridictions de l'ordre administratif, dans les cas et sous les conditions déterminés par la loi.

Art. 100.

Les juridictions en matière de sécurité sociale sont réglées par la loi.

Art. 101.

La loi règle l'organisation des juridictions ainsi que les voies de recours.

Art. 102.

Les juridictions n'appliquent les lois et règlements que pour autant qu'ils sont conformes aux normes de droit supérieures.

Art. 103.

L'annulation d'un règlement par une juridiction de l'ordre administratif a un caractère absolu à partir du jour où le jugement ou l'arrêt est coulé en force de chose jugée, à moins que la juridiction prononçant l'annulation n'ordonne un autre délai.

La juridiction prononçant l'annulation détermine les conditions et limites dans lesquelles les effets que le règlement a produits sont susceptibles d'être remis en cause.



La Cité judiciaire

Section 2. – Du statut des magistrats

Art. 104.

(1) Les magistrats du siège sont indépendants dans l'exercice des fonctions juridictionnelles.

(2) Le ministère public exerce l'action publique et requiert l'application de la loi. Il est indépendant dans l'exercice des recherches et poursuites individuelles, sans préjudice du droit du gouvernement d'arrêter des directives de politique pénale.

Art. 105.

(1) Le statut des magistrats du siège et de ceux du ministère public est déterminé par la loi.

(2) Les magistrats du siège sont inamovibles.

(3) La loi règle la mise à la retraite des magistrats du siège et de ceux du ministère public pour raison d'âge, d'infirmité ou d'inaptitude.

Art. 106.

Avant d'entrer en fonction, les magistrats du siège et ceux du ministère public prêtent le serment prévu par la loi.

Section 3. – Du Conseil national de la justice

Art. 107.

Le Conseil national de la justice veille au bon fonctionnement de la justice dans le respect de son indépendance.

La composition et l'organisation du Conseil national de la justice sont réglées par la loi. Le Conseil national de la justice doit être majoritairement composé de magistrats.

Le Grand-Duc nomme les magistrats proposés par le Conseil national de la justice et suivant les conditions déterminées par la loi.

Les attributions du Conseil national de la justice dans les procédures disciplinaires contre les magistrats sont déterminées par la loi.

Les autres attributions du Conseil national de la justice sont fixées par la loi qui détermine également la manière de les exercer.

Section 4. – Des garanties du justiciable

Art. 108.

Les audiences des juridictions sont publiques, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les mœurs, et, dans ce cas, la juridiction le déclare par une décision de justice.

Art. 109.

Tout jugement est motivé. Il est prononcé en audience publique.

Art. 110.

La loi garantit l'impartialité du magistrat du siège, le caractère équitable et loyal ainsi que le délai raisonnable des procédures, le respect du contradictoire et des droits de la défense.

Art. 111.

Les dispositions de la Constitution ne font pas obstacle aux obligations découlant du Statut de la Cour Pénale Internationale.

Section 5. – De la Cour Constitutionnelle

Art. 112.

(1) La Cour Constitutionnelle statue, par voie d'arrêt, sur la conformité des lois à la Constitution.

(2) La Cour Constitutionnelle est saisie, à titre préjudiciel, suivant les modalités à déterminer par la loi, par toute juridiction pour statuer sur la

conformité des lois, à l'exception des lois portant approbation de traités, à la Constitution.

(3) La Cour Constitutionnelle règlera les conflits d'attribution d'après le mode déterminé par la loi.

(4) Les attributions de la Cour Constitutionnelle peuvent être élargies par une loi votée à la majorité qualifiée réunissant au moins les deux tiers des suffrages des membres de la Chambre des Députés, les votes par procuration n'étant pas admis.

(5) La Cour Constitutionnelle est composée :
1° de neuf membres effectifs :
a) le Président de la Cour Supérieure de Justice et le Président de la Cour administrative ;
b) deux conseillers à la Cour de Cassation et cinq magistrats nommés par le Grand-Duc, sur l'avis conforme de la Cour Supérieure de Justice et de la Cour administrative ;
2° de sept membres suppléants nommés par le Grand-Duc, sur l'avis conforme de la Cour Supérieure de Justice et de la Cour administrative.

(6) La Cour Constitutionnelle siège en chambre de cinq membres. Lorsque la Cour Constitutionnelle estime qu'une affaire, dont elle est saisie, revêt une importance particulière, elle siège en formation plénière de neuf membres.

(7) L'organisation de la Cour Constitutionnelle et la manière d'exercer ses attributions sont réglées par la loi.

(8) Les dispositions des lois déclarées non conformes à la Constitution par un arrêt de la Cour Constitutionnelle cessent d'avoir un effet juridique le lendemain de la publication de cet arrêt dans les formes prévues pour la loi, à moins que la Cour Constitutionnelle n'ait ordonné un autre délai. La Cour Constitutionnelle détermine les conditions et limites dans lesquelles les effets que la disposition a produits sont susceptibles d'être remis en cause.

CHAPITRE VIII. – DE CERTAINES DISPOSITIONS RELATIVES À L'ADMINISTRATION DE L'ÉTAT

Section 1^{re}. – Des règles générales d'administration

Art. 113.

Aucune loi ni aucun règlement ou arrêté d'administration générale ne sont obligatoires qu'après avoir été publiés dans la forme déterminée par la loi.

Art. 114.

La loi détermine les conditions et les limites ainsi que les modalités de mise en œuvre de la responsabilité de l'État et des autres personnes morales de droit public pour les dommages qu'ils ont causés ou qu'ont causés leurs mandataires publics et agents dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 115.

L'organisation et les attributions de la force publique sont réglées par la loi.

Toute déclaration relative à l'état de guerre et tout engagement de la force publique dans des opérations à l'étranger requièrent l'autorisation de la Chambre des Députés selon les modalités à établir par la loi.

Section 2. – Des Finances

Art. 116.

(1) Tout impôt de l'État ainsi que toute exemption ou modération d'impôt sont établis par la loi.

(2) Les impôts au profit de l'État sont votés annuellement. Les lois qui les établissent n'ont de force que pour un an, si elles ne sont pas renouvelées.

(3) Hormis les cas formellement exceptés par la loi, aucune rétribution ne peut être exigée des citoyens ou des établissements publics qu'à titre d'impôt au profit de l'État ou de la commune.



La Cour des Comptes

Art. 117.

(1) Tout emprunt à charge de l'État doit être contracté avec l'assentiment de la Chambre des Députés.

(2) Toute aliénation d'une propriété immobilière ou mobilière de l'État doit être autorisée par une loi spéciale. Toutefois, une loi générale peut déterminer un seuil en dessous duquel une autorisation spéciale de la Chambre des Députés n'est pas requise.

(3) Toute acquisition par l'État d'une propriété immobilière ou mobilière importante, toute réalisation au profit de l'État d'un grand projet d'infrastructure ou d'un bâtiment considérable ainsi que tout engagement financier important de l'État doivent être autorisés par une loi spéciale. Une loi générale détermine les seuils à partir desquels cette autorisation est requise, ainsi que les conditions et les modalités pour financer les travaux préparatoires.

(4) Toute charge grevant le budget de l'État pour plus d'un exercice doit être établie par une loi spéciale.

(5) Toute pension, tout traitement d'attente ainsi que toute gratification à la charge de l'État sont

accordés par une loi.

Art. 118.

Chaque année, la Chambre des Députés arrête la loi des comptes et vote le budget. Toutes les recettes et dépenses de l'État doivent être portées au budget et dans les comptes.

Art. 119.

(1) Une Cour des comptes est chargée du contrôle de la gestion financière des organes, administrations et services de l'État. La loi peut lui confier d'autres missions de contrôle de gestion financière des deniers publics.

(2) La Cour des comptes soumet ses contestations et recommandations sur le compte général de l'État à la Chambre des Députés.

(3) Les attributions et l'organisation de la Cour des comptes ainsi que les modalités de son contrôle et les relations avec la Chambre des Députés sont déterminées par la loi.

(4) Les membres de la Cour des comptes sont nommés par le Grand-Duc sur proposition de la Chambre des Députés.

Section 3. – Des relations entre l'État et les communautés religieuses

Art. 120.

Les églises et les communautés religieuses sont séparées de l'État.

La loi règle les relations entre l'État et les églises et communautés religieuses.

Dans les limites et formes déterminées par la loi, des conventions à approuver par la Chambre des Députés peuvent préciser les relations entre l'État et les églises et communautés religieuses.

CHAPITRE IX. – DES COMMUNES

Art. 121.

(1) Les communes forment des collectivités autonomes, à base territoriale, possédant la personnalité juridique et gérant par leurs organes leurs intérêts et leur patrimoine propres.

(2) La loi règle la composition, l'organisation et les attributions des organes de la commune.

Art. 122.

(1) Il y a dans chaque commune un conseil communal élu directement sur base du suffrage universel et par vote secret.

(2) La commune est administrée sous l'autorité du collège des bourgmestre et échevins, qui sont nommés parmi les membres du conseil communal dans la forme déterminée par la loi.

Art. 123.

(1) Les impôts au profit des communes sont établis par la loi.

Dans le respect de ses compétences constitutionnelles et légales, le conseil communal peut établir les impôts et les taxes nécessaires à la réalisation de l'intérêt communal. Les impôts et les taxes communaux sont approuvés par l'autorité de surveillance.

(2) Le conseil communal établit annuellement le budget de la commune et en arrête les comptes.

(3) Les communes ont droit aux ressources financières pour remplir les missions qui leur sont confiées par la loi.

Art. 124.

Le conseil communal fait les règlements communaux, sauf les cas d'urgence.

Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, les règlements communaux ne peuvent être pris qu'en vertu d'une disposition légale particulière qui fixe l'objectif des mesures d'exécution et, le cas échéant, les conditions auxquelles elles sont soumises.

Les règlements communaux doivent être conformes aux lois et aux règlements pris en application de l'article 45.

Art. 125.

(1) La rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres de ces actes sont exclusivement dans les attributions des organes de la commune que la loi détermine.

(2) La loi établit le statut des fonctionnaires communaux.

Art. 126.

Toute commune peut créer, seule ou avec d'autres communes, des établissements publics dans les limites et selon la manière déterminée par la loi.

Art. 127.

La loi règle la surveillance de la gestion communale et détermine limitativement les actes des organes communaux à approuver par l'autorité de surveillance. Elle peut soumettre certains actes des organes communaux à l'approbation de l'autorité de surveillance et prévoir leur annulation ou leur suspension en cas d'illégalité ou de contrariété à l'intérêt général, sans préjudice des attributions des juridictions de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif.

Le Gouvernement en conseil peut dissoudre le conseil communal dans l'intérêt de la gestion de la commune.

CHAPITRE X. – DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT ET DES ORGANES PROFESSIONNELS

Art. 128.

(1) La loi peut créer des établissements publics, qui ont la personnalité juridique et qui sont placés sous

la tutelle de l'État.

(2) La loi peut créer des chambres professionnelles, qui ont la personnalité juridique.

(3) La loi peut constituer des organes représentatifs des professions libérales et les doter de la personnalité juridique.

Art. 129.

(1) La loi détermine l'objet, l'organisation et les compétences des établissements publics, des chambres professionnelles et des organes des professions libérales, qui ont la personnalité juridique.

(2) Dans la limite de leur objet, la loi peut leur accorder la compétence de prendre des règlements.

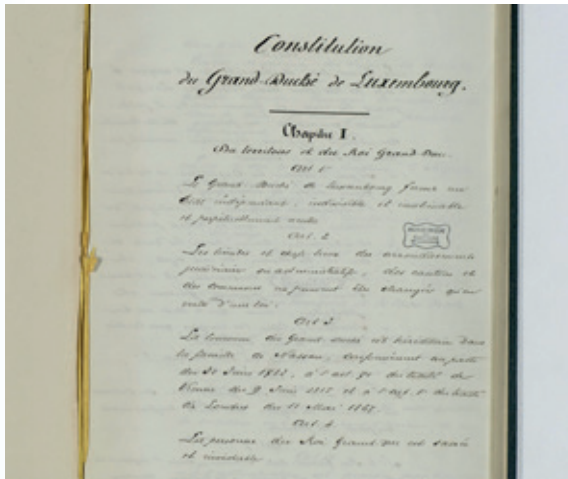
Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, ces règlements ne peuvent être pris qu'en vertu d'une disposition légale particulière qui fixe l'objectif des mesures d'exécution et, le cas échéant, les conditions auxquelles elles sont soumises.

Ces règlements doivent être conformes aux lois et aux règlements pris en application de l'article 45.

CHAPITRE XI. – DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Art. 130.

Aucune disposition de la Constitution ne peut être suspendue.



ANLux, TC-0052, Constitution révisée du Grand-Duché de Luxembourg, 1868.10.17

Art. 131.

Toute révision de la Constitution doit être adoptée dans les mêmes termes par la Chambre des Députés en deux votes successifs, séparés par un intervalle d'au moins trois mois.

Nulle révision ne sera adoptée si elle ne réunit au moins les deux tiers des suffrages des membres de la Chambre, les votes par procuration n'étant pas admis.

Le texte adopté en première lecture par la Chambre des Députés est soumis à un référendum, qui se substitue au second vote de la Chambre, si dans les deux mois suivant le premier vote demande en est faite soit par plus d'un quart des membres de la Chambre, soit par vingt-cinq mille électeurs inscrits sur les listes électorales pour les élections législatives. La révision n'est adoptée que si elle recueille la majorité des suffrages valablement exprimés. La loi règle les modalités d'organisation du référendum.

CHAPITRE XII. – DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 132.

Les dispositions de l'article 56 sont pour la première fois applicables à la descendance de Son Altesse Royale Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau.



Le Palais grand-ducal

Dës Broschür mat deem neie Verfassungstext soll der Ëffentlechkeet Informatiounen iwwert d'Aarbecht vum Lëtzebuenger Parlament zougänglech maachen.

Nëmmen de franséischen Text, sou wéi en am Journal officiel publizéiert gouf, ass verbindlech.

Déi lëtzebuergesch an déi däitsch Versiounen si fräi Iwwersetzungen, déi deemno Ënnerscheeder zum franséischen Originaltext opweise kënnen.

D'Chamber iwwerhëlt keng Responsabilitéit fir d'Benotze vun den Informatiounen an dëser Broschür.



Den Här Léon Gloden, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Simone Beissel an den Här Charles Margue, déi véier Rapportere vun de Revisiounspropositiounen, mam Chamberpresident, dem Här Fernand Etgen (an der Mëtt)

Lëtzebuerg, den 21. Abrëll 2023

Léif Matbiergerinnen a Matbierger,

virun e puer Méint huet d'Chamber eng éischt Broschür verdeele gelooss, déi d'Verfassungsreform erkläert, déi während de leschte Joren ausgeschafft gouf.

Et freet mech, lech elo kënnen den neien Text vun der Lëtzebuenger Verfassung virzeleeën, deem am Dezember 2022 an zweeter Lecture an der Chamber ugeholl gouf.

D'Verfassung ass de wichtigste Rechtstext vum Land. Hei gëtt den Opbau vum Staat definéiert an de Fonctionnement vun eisen Institutiounen organiséiert. Och d'Rechter an d'Fräiheete vun de Biergerinnen a Bierger ginn hei festgehalten.

No hirer Entrée en vigueur den 1. Juli 2023 huet eist Land eng modern Verfassung, déi konform ass mat der institutioneller Praxis.

Fernand Etgen
Chamberpresident

VERFASSUNG VUM GRAND-DUCHÉ VU LËTZEBUERG



De Lëtzebuurger Fändel

KAPITEL I. – DE STAAT, SÄIN TERRITOIRE A SENG AWUNNER

Sektioun 1. – De Staat, seng politesch Form an d'Souveränitéit

Art. 1.

De Grand-Duché vu Lëtzebuerg ass en demokrateschen, fräien, onofhängegen an ondeelbare Staat.

Art. 2.

De Grand-Duché vu Lëtzebuerg funktionéiert no de Reegele vun enger parlamentarescher Demokratie. D'Staatsform ass déi vun enger constitutioneller Monarchie.

De Staat berout op de Prinzippe vum Rechtsstaat an op dem Respekt vun de Mënscherechter.

Art. 3.

D'Souveränitéit läit bei der Natioun, vun där d'Staatsgewalten ausginn

Art. 4.

(1) D'Sprooch vum Grand-Duché vu Lëtzebuerg ass Lëtzebuergesch. D'Gesetz reegelt d'Benotzung vun der lëtzebuergescher, der franséischer an der däitscher Sprooch.

(2) D'Nationalsymbol ass den dräifaarwege Fändel Rout-Wäiss-Blo.

(3) D'Gesetz definéiert d'Staatswopen.

(4) D'Nationalhymn ass „Ons Heemecht“.

Art. 5.

De Grand-Duché vu Lëtzebuerg bedeelegt sech un der europäescher Integratioun.

Den Exercice vu Staatsgewalte kann un d'Europäesch Unioun an un international Institutiounen iwwerdroe ginn duerch e Gesetz, dat no de Konditiounen vum Artikel 131, Alinea 2 vun der Verfassung ugeholl gëtt.

Sektioun 2. – Den Territoire

Art. 6.

Keen Territoire kann ofgetrueden, getosch oder derbäigesat ginn, ausser opgrond vun engem Gesetz, dat mat der qualifizierter Majoritéit ugeholl gëtt.

Art. 7.

D'Grenzen an d'Haaptuertschafte vun de Kantonen, de Gemengen an de Geriichtsarrondissementen gi vum Gesetz festgeluecht.

Art. 8.

D'Stad Lëtzebuerg ass d'Hauptstad vum Grand-Duché vu Lëtzebuerg an de Sëtz vun de constitutionellen Institutiounen.

KAPITEL II. – D'RECHTER AN D'FRÄIHEETEN

Sektioun 1. – D'Nationalitéit an d'politesch Rechter

Art. 9.

D'Gesetz leet fest, wéi een d'lëtzebuergesch Nationalitéit kritt, behält a verléiert.

Art. 10.

(1) D'Lëtzebuurger hu sämtlech politesch Rechter, déi si no de Konditiounen vun der Verfassung an de Gesetze ausüben.

(2) Ënner Ausschluss vum Artikel 64 kann d'Gesetz Netlëtzebuurger d'Ausübe vu politesche Rechter accordéieren.

Art. 11.

D'Gesetz reegelt den Zougang zu den öffentliche Aarbechtsplazen. Öffentlech Aarbechtsplazen, bei deenen een direkt oder indirekt un dem Exercice vun der Staatsgewalt an u Funktiounen deelhält, déi dorop ausgerichtet sinn, d'allgemeng Interessie

vum Staat ze schützen, kënnen vum Gesetz de Lëtzebuerger virbehale ginn.

Sektioun 2. – D'Grondrechter

Art. 12.

D'Mënschewüerd ass onverletzlech.

Art. 13.

(1) All Persoun huet d'Recht op hir kierperlech a geeschteg Integritéit.

(2) Keen däerf gefolttert oder onmënschlechen an erniddregende Strofen oder Behandlungen ausgesat ginn.

D'Doudestrof kann net agefouert ginn.

Art. 14.

All Persoun huet d'Recht op Meenungsfräiheet, Gewëssensfräiheet a Reliounsfräiheet.



D'„Gëlle Fra“

Sektioun 3. – D'ëffentlech Fräiheeten

Art. 15.

(1) D'Lëtzebuerger si virum Gesetz gläich.

D'Gesetz kann eng ënnerschiddlech Behandlung virgesinn, déi op enger objektiver Differenz baséiert an déi rationell gerechtfäerdeg, adequat a proportional zu hirem Zil ass.

(2) Et dierf kee wéinst senger Situatioun oder senge perséinlechen Ëmstänn diskriminéiert ginn.

(3) Fraen a Männer sinn an hire Rechter a Flichte gläich.

De Staat setzt sech aktiv fir d'Eliminatioun vun den Hindernisser an, déi am Beräich vun der Gläichheet tëschent Fraen a Männer kënnen bestoen.

(4) All Persoun huet d'Recht, eng Famill ze grënnen.

All Persoun huet d'Recht op de Respekt vun hirem Familjeliewen.

(5) An all Entscheedung, déi e Kand betrëfft, huet säin Interessi Virrang.

Jiddwer Kand kann zu all Fro, déi et betrëfft, seng Meenung fräi äusseren. Seng Meenung gëtt jee no Alter an Urteelsfäegkeet a Betruecht gezunn.

Jiddwer Kand huet d'Recht op de Schutz, op d'Moosnamen an op d'Fleeg, déi fir säi Wuelbefannen a seng Entwécklung néideg sinn.

(6) Jiddwer handicapéiert Persoun huet d'Recht, op déi selwecht Aart a Weis all Rechter ze genëssen.

Art. 16.

All Netlëtzebuerger, dee sech um Territoire vum Grand-Duché befënnt, genéisst de Schutz, deen de Persounen an de Saachen accordéiert gëtt, ënner Virbehalt vun den Ausnamen, déi d'Gesetz virgesäit.

Art. 17.

(1) D'perséinlech Fräiheet ass garantéiert.

(2) Keen dierf strofverfollegt, festgeholl oder senger Fräiheet entzu ginn, ausser an de Fäll an an der Form, déi d'Gesetz virgesäit.

(3) Ausser wann een op frëscher Dot ertappt gëtt, dierf een nëmmen opgrond vun enger begrënnter riichterlecher Entscheedung festgeholl ginn, déi bei der Festnam oder spéitstens véieranzwanzeg Stonnen dono zougestallt gëtt.

(4) All Persoun, déi enger Strofdot beschëllegt gëtt, gëllt als onschëlleg, bis hir Schold dem Gesetz no bewisen ass.

All Persoun muss direkt iwver d'Grënn vun hiner Festnam oder hirem Fräiheetsentzuch, iwver d'Uschëllegunge géint si an iwver d'gesetzlech Recoursen informéiert ginn, déi hir opstinn, fir hir Fräiheet zeréckzekerien.

Art. 18.

All Persoun huet d'Recht, datt hire Fall virun deem Geriicht, dat d'Gesetz virgesäit, gehéiert gëtt.

Kee ka géint säi Wëllen dem Riichter, deen d'Gesetz him zouweist, entzu ginn.

Art. 19.

Strofe kënnen nëmmen opgrond vun engem Gesetz festgeluecht an applizéiert ginn.

Et dierf kee fir eng Dot oder eng Ënnerloosung verurteelt ginn, déi zum Zäitpunkt, zu deem se begaange ginn ass, keng gesetzlech Strofdot war.

Et dierf keen zu enger méi héijer Strof verurteelt gi wéi där, déi applicabel war zum Zäitpunkt, zu deem d'Strofdot begaange gouf.

Art. 20.

All Persoun huet d'Recht op de Respekt vun hirem Privatliwien.

Art. 21.

D'Wunneng ass onverletzlech. En Hausbesuch kann nëmmen an de Fäll an an de Formen, déi vum Gesetz virgesi sinn, duerchgefouert ginn.

Art. 22.

En Eed kann nëmmen opgrond vun engem Gesetz imposéiert ginn, dat och seng Formel festleet.

Art. 23.

D'Meenungsfräiheet an d'Pressefräiheet si garantéiert, ofgesi vun de Strofdoten, déi am Zesummenhang mam Ausübe vun dese Fräiheeten begaange ginn.

Et dierf keng Zensur agefouert ginn.

Art. 24.

D'Fräiheet, fir seng philosophesch oder reliéis Iwwerzeegungen auszedrécken, an d'Fräiheet, fir enger Relioun bäizetrieden oder net bäizetrieden, si garantéiert, ofgesi vun de Strofdoten, déi am Zesummenhang mam Ausübe vun dese Fräiheete begaange ginn.

D'Reliounsfräiheet an hiert Ausübe si garantéiert, ofgesi vun de Strofdoten, déi am Zesummenhang mam Ausübe vun dese Fräiheete begaange ginn.

Kee ka gezwonge ginn, op iergend eng Aart a Weis un den Handlungen an Zeremonië vun enger Relioun deelzehuelen oder hir Roudeeg anzehalen.

Art. 25.

All Persoun huet d'Recht, sech friddlech, am Respekt vum Gesetz, ze versammelen. Nëmme fir Versammlungen, déi dobaussen, op enger Plaz, déi effentlech zougänglech ass, stattfannen, kann eng prealabel Autorisationspflicht virgesi ginn.

Art. 26.

D'Vereenegungsfräiheet ass garantéiert. Wéi se ausgeübt gëtt, gëtt vum Gesetz gereegelt, dat dofir keng prealabel Autorisationspflicht aféieren dierf.

Art. 27.

D'politesch Parteien droen derzou bäi, de Wëlle vum Vollek ze forméieren an dem allgemenge Walrecht Ausdrock ze ginn. Si drécken den demokratesche Pluralismus aus.

Art. 28.

D'Fräiheete vun de Gewerkschafte si garantéiert.

D'Gesetz reegelt d'Ausübe vum Streikrecht.

Art. 29.

All Persoun kann Demanden, déi vun enger oder méi Persounen ënnerschriwwen goufen, un d'effentlech Autoritéiten adresséieren.

D'effentlech Autoritéite si verpflichtet, bannent engem rasonablen Delai op d'schrëftlech Ufroe vun den Demandeuren ze äntweren.

Art. 30.

All Persoun huet d'Recht op d'Onverletzlechkeet vun hire Kommunikatiounen.

Dëst Recht dierf net ageschränkt ginn, ausser an de

Fäll, ënnert de Konditiounen a mat de Kontrollen, déi vum Gesetz virgesi sinn.

Art. 31.

Jiddereen huet d'Recht op Selbstbestëmmung, wat d'Informatiounen ugeet, an op de Schutz vu senger perséinlechen Daten. Dës Daten dierfen nëmmen zu den Zwecker an ënnert de Konditiounen, déi vum Gesetz festgeluecht sinn, traitéiert ginn.

Art. 32.

D'Recht op Asyl ass garantéiert ënnert de Konditiounen, déi d'Gesetz virgesäit.

Art. 33.

(1) All Persoun huet d'Recht op Bildung.

(2) De Staat organiséiert den Enseignement a garantéiert den Zougang derzou.

D'Dauer vun der Schouflicht gëtt vum Gesetz festgeluecht.

Den effentlechen Enseignement am Fondamental an am Secondaire ass gratis.

(3) D'Fräiheet vum Enseignement gëtt ausgeübt am Respekt vun de Wäerter vun enger demokratescher Gesellschaft, déi op de Grondrechter an den effentleche Fräiheeten opgebaut ass.

D'staatlech Interventioun am privaten Enseignement gëtt vum Gesetz gereegelt.

(4) All Persoun ass fräi, zu Lëtzebuerg oder am Ausland ze studéieren an ze wielen, wéi eng Universitéite si besicht. D'Konditiounen vun der Unerkennung vun den Diplomer gi vum Gesetz bestëmmt.

Art. 34.

D'Sozialversécherung, de Schutz vun der Gesondheet an d'Rechter vun de Leit op der Aarbecht ginn, wat d'Prinzipien ugeet, vum Gesetz gereegelt.

Art. 35.

D'Fräiheet vun Handel an Industrie an d'fräit Ausübe vu liberale Professionen a vun der landwirtschaftlecher Aktivitéit si garantéiert, ënner Virbehalt vun de Restriktiounen, déi d'Gesetz festleet.

Art. 36.

Kengem ka säi Besëtz ewechgeholl ginn, ausser am allgemengen Notzen a géint eng fair Indemnisiatioun, an de Fäll an op d'Aart a Weis, déi vum Gesetz festgeluecht sinn.

Art. 37.

All Restriktioun vum Exercice vun de Grondrechter muss vum Gesetz virgesi sinn an hire weesentlechen Inhalt respektéieren. Am Respekt vum Prinzip vun der Proportionalitéit si Restriktiounen nëmme méiglech, wa si an enger demokratescher Gesellschaft néideg sinn an effektiv den allgemengen Interessi oder de Schutz vun aneren hire Rechter a Fräiheeten zum Zil hunn.

Sektioun 4. – Staatsziler mat Verfassungsrang

Art. 38.

De Staat garantéiert d'Recht op Aarbecht a këmmert sech drëm, dass et ausgeübt ka ginn.

Art. 39.

De Staat fërdert de Sozialdialog.



„Gëlle Fra“ (Place de la Constitution)

Art. 40.

De Staat suergt derfir, datt jidderee mënschewierdeg ka liewen an eng gëeegent Wunneng huet.

Art. 41.

De Staat garantéiert de Schutz vun der mënschlecher a natierlecher Ëmwelt, andeems e sech fir en dauerhaft Gläichgewicht asetzt tëschent dem Erhalt vun der Natur, virun allem hirer Kapazitéit, sech ze erneieren, an dem Erhalt vun der Biodiversitéit, an der Satisfaktioun vun de Besoine vun den haitegen an den nächste Generatiounen.

De Staat verpflichtet sech, de Klimawandel ze bekämpfen a sech fir d'Klimaneutralitéit anzesetzen.

Hien erkennt un, dass d'Déieren netmënschlech Liewewiese sinn, déi eng Sensibilitéit hunn, a suergt dofir, dass hiert Wuelbefanne geschützt gëtt.

Art. 42.

De Staat garantéiert den Zougang zur Kultur an d'Recht op kulturell Selbstverwierklechung.

De Staat fërdert de Schutz vum kulturelle Patrimoine.

Art. 43.

De Staat fërdert d'Fräiheet vun der wëssenschaftlecher Fuerschung am Respekt vun de Wäerter vun enger demokratescher Gesellschaft, déi op de Grondrechter an den ëffentleche Fräiheeten opgebaut ass.

KAPITEL III. – DE GRAND-DUC

Sektioun 1. – D'Funktioon vum Staatschef

Art. 44.

(1) De Grand-Duc ass de Staatschef.

Hie representéiert de Staat. Hien ass d'Symbol vun der nationaler Eenheet an Onofhängegkeet. Seng Persoun ass onverletzlech.

(2) De Grand-Duc huet nëmmen déi Attributiounen, déi d'Verfassung an d'Gesetzer him iwwerdroen.

Hien exercéiert zesumme mat der Regierung d'Exekutivgewalt.

(3) Dem Grand-Duc seng Bestëmmunge mussen vun engem Member vun der Regierung, deen d'Verantwortung derfir iwwerhëlt, géigegezeechent ginn.

Art. 45.

(1) De Grand-Duc hëlt d'Reglementer an d'Arrêtéen, déi fir d'Vollstreckung vun de Gesetzer néideg sinn.

(2) An de Beräicher, déi duerch d'Verfassung dem Gesetz virbehale sinn, kann de Grand-Duc Règlementer an Arrêtéen nëmmen opgrond vun enger besonnescher gesetzlecher Bestëmmung huelen, déi d'Zil vun de Vollstreckungsmoosnamen an eventuell d'Konditiounen, deene si ënnerleien, festleet.

(3) Hien hëlt d'Reglementer, déi néideg sinn, fir d'Rechtsakte vun der europäescher Unioun ze applizéieren.

An de Beräicher, déi duerch d'Verfassung dem Gesetz virbehale sinn, kënnen dës Règlementer nëmmen opgrond vun enger besonnescher gesetzlecher Bestëmmung geholl ginn, déi d'Zil vun de Vollstreckungsmoosnamen an eventuell d'Konditiounen, deene si ënnerleien, festleet. Geméiss de Konditiounen, déi d'Gesetz festleet, kënnen dës Règlementer vu besteeënde Gesetzesbestëmmungen ofwäichen oder se ersetzen.



De Grand-Duc Henri © Maison du Grand-Duc, Sophie Margue

Art. 46.

De Grand-Duc schléisst d'Traitéen a kënnegt se. D'Traitéen – ausser, een Traité enthält eng spezifesch Klausel dozou – an hir Kënnegung wierken eréischt, nodeems si vun engem Gesetz autoriséiert goufen. Si gi publizéiert an de Formen, déi fir d'Publikatioun vun de Gesetzer virgesi sinn.

De Grand-Duc mécht d'Reglementer an d'Arrêtéen, déi fir d'Ausféierung vun den Traitéen néideg sinn, an de Formen, déi d'Ausféierungsmoosnamen vun de Gesetzer reegelen, a mat der Wierkung, déi dës Moosnamen hunn, ouni Schued fir d'Beräicher, déi duerch d'Verfassung dem Gesetz virbehale sinn.

Art. 47.

Am Ausübe vun der Muecht, déi den Artikel 45, Paragraf 1 an 3, Alinea 1 an den Artikel 46, Alinea 2 vun der Verfassung him ginn, kann de Grand-Duc an de Fäll, déi hie festleet, d'Membere vu senger Regierung beoptragen, Ausféierungsbestëmmungen ze huelen.

Art. 48.

Am Fall vun enger internationaler Kris, vu reelle Menacé fir d'vital Interessie vun der ganzer Populatioun oder engem Deel dovun oder vun enger imminenter Gefor wéinst schwéiere Beanträchtegeunge vun der öffentlecher Sécherheet kann de Grand-Duc an alle Beräicher per Reglement Moosnamen ergräifen, nodeems hien d'Drénglechkeet vun der Situatioun festgestallt huet, déi doraus resultéiert, dass et der Chamber onméiglech ass, matzäit ze legiferéieren.

Dës Moosname kënnen vu Gesetzer, déi existéieren, ofwäichen. Si mussen néideg, adequat a proportional zum Zil, dat verfollegt gëtt, a konform mat der Verfassung an den internationalen Traitéë sinn.

D'Verlängerung vum Krisenzoustand iwwer zéng Deeg eraus kann nëmmen duerch een oder méi Gesetzer entscheet ginn, déi d'Dauer dovun festleeën, woubäi d'Verlängerung eng maximal Dauer vun dräi Méint net iwwerschreiden dierf. Dës Gesetzer gi mat enger qualifizierter Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmme vun den Deputéierte gestëmmt. D'Ofstëmmung iwwer Procuratioun ass dobäi net erlaabt.

All Reglementer, déi opgrond vun dëser Bestëmmung geholl ginn, verléieren hir Wierkung spëtstens, wann de Krisenzoustand eriwwe ass.

D'Chamber ka während dem Krisenzoustand net opgeléist ginn.

Art. 49.

De Grand-Duc promulgiert d'Gesetzer bannent dräi Méint, nodeems se vun der Chamber ugeholl goufen.

Art. 50.

(1) De Grand-Duc ernennt a Konformitéit mam Gesetz fir öffentlech Aarbechtsplazen, ausser, d'Gesetz gesäit dat anescht vir.

(2) Eng vum Staat bezuelten Aarbechtsplaz kann nëmmen opgrond vun engem Gesetz geschafe ginn.

(3) De Statut vun de Staatsbeamte gëtt vum Gesetz festgeluecht.

Art. 51.

De Grand-Duc huet d'Recht, d'Strofen, déi vun de Gerichter geschaf goufen, an de Konditiounen, déi d'Gesetz festleet, opzehiewen oder erfzesetzen.

Art. 52.

De Grand-Duc huet d'Recht, Adelstitelen un d'Membere vun der groussherzoglecher Famill ze verginn, ouni awer jeemoools Privileegien domat ze verbannen.

Art. 53.

(1) De Grand-Duc dréit den Titel vum Kommandant vun der Arméi. Dëse Kommando gëtt enner der Verantwortung vun der Regierung ausgeübt.

(2) De Grand-Duc iwwergëtt zivil a militäresch Uerden am Respekt vum Gesetz.

Art. 54.

De Grand-Duc, de fréiere Staatschef, den lergroussherzog, de Regent an de Lieutenant-Representant kréien eng järelech Dotatioun aus dem Staatsbudget. D'Elementer an de Montant dovunner gi vum Gesetz festgeluecht.

De Grand-Duc definéiert an organiséiert seng Verwaltung, déi d'Rechtsperséinlechkeet huet, a berécksichtegt dobäi den öffentlechen Interess.



D'Statu vun der Grande-Duchesse Charlotte

Art. 55.

De groussherzogleche Palais an der Stad Lëtzebuerg an d'Schlass Bierg sinn dem Grand-Duc als Residenz virbehalen.

Sektioun 2. – D'constitutionnell Monarchie

Art. 56.

(1) D'Funktioon vum Staatschef ass verierfelech ënnert den direkte Nokomme vu Senger Kinneklecher Altesse Adolphe, Grand-Duc vu Lëtzebuerg, Herzog vun Nassau, an der Reiefolleg vun der Eischtgebuert an no der Reegel vun der Verriedung. Nëmme Kanner, déi an engem Bestietnis gebuer goufen, kënnen d'Nofolleg untrieden.

(2) D'Persoun, déi zur Nofolleg berechtigt ass, kann dorop verzichten. Dëse Verzicht huet d'Form vun engem schrëftlechen Akt, deen net ka widderruff ginn an deem seng Konsequenzen nëmmen den Auteur betreffen.

Wann aussergewéinlech Ëmstänn dat verlaangen, kann d'Chamber eng oder méi Persounen duerch e Gesetz, dat mat der qualifizierter Majoritéit ugeholl gëtt, vun der Trounfolleg ausschléissen.

(3) Wann et keen Nofolger gëtt, versammelt sech d'Chamber spëtstens drësseg Deeg nom Doud oder der Ofdankung vum Grand-Duc, fir en neie Staatschef ze designéieren. D'Entscheidung gëtt mat der qualifizierter Majoritéit ugeholl.

(4) Dem Grand-Duc seng Ofdankung muss d'Form vun engem schrëftlechen Akt hunn, deen net ka widderruff ginn.

Art. 57.

(1) De Grand-Duc ass Staatschef vun deem Moment un, wou hie virun der Chamber de follgenden Eed ofgeluecht huet: „Ech schwieren, d'Verfassung an d'Gesetzer ze respektéieren a meng constitutionnell Attributiounen trei ze erfëllen.“

(2) Den Eed gëtt spéitstens den zéngten Dag nom Doud, der Ofdankung oder der Designatioun vum Grand-Duc ënnert de Konditiounen vum Artikel 56, Paragraf 3 ofgeluecht.

(3) De Refus, den Eed ofzeleeën, bedeit de Verzicht op d'Funktoun vu Staatschef.

Art. 58.

De Grand-Duc ka sech vun enger Persoun vertrieed loosse, déi d'Konditiounen vum Artikel 56, Paragraf 1 erfëllt an déi den Titel „Lieutenant-Representant vum Grand-Duc“ dréit.

De Lieutenant-Representant vum Grand-Duc iwwerhëlt seng Funktioun eréischt, nodeems hie virun der Chamber de follgenden Eed ofgeluecht huet: „Ech schwieren, d'Verfassung an d'Gesetzer ze respektéieren a meng constitutionnell Attributiounen trei ze erfëllen.“

Art. 59.

Wa beim Grand-Duc sengem Doud oder um Datum vu senger Ofdankung säin Nofollger mannerjäreg ass, versammelt sech d'Chamber bannent zéng Deeg, fir d'Regence op Propositioun vun der Regierung ze reegelen.

Wann et dem Grand-Duc onméiglech ass, seng constitutionnell Attributiounen zäitweilig ze erfëllen oder den Eed ofzeleeën, deen den Artikel 57 virgesäit, informéiert d'Regierung d'Chamber doriwwer. D'Chamber versammelt sech bannent zéng Deeg, fir dës Onméiglechkeet festzustellen an eng Regence anzesetzen.

D'Regence kann nëmmen enger eenzeler Persoun uvertraut ginn, déi groussjäreg muss sinn an zum Persounekrees, deen am Artikel 56, Paragraf 1 genannt gëtt, gehéiere muss.

De Regent iwwerhëlt seng Funktioun eréischt, nodeems hie virun der Chamber de follgenden Eed ofgeluecht huet: „Ech schwieren, d'Verfassung an d'Gesetzer ze respektéieren a meng constitutionnell Attributiounen trei ze erfëllen.“

D'Regence hält op, wann den Nofollger groussjäreg gëtt oder wann déi zäitweilig Onméiglechkeet vum Grand-Duc, seng constitutionnell Attributiounen ze erfëllen, eriwwer ass.

D'Regierung informéiert d'Chamber doriwwer, déi bannent zéng Deeg zesummekennt, fir der Regence en Enn ze setzen.

Art. 60.

Wann de Grand-Duc seng constitutionnell

Attributiounen net erfëllt, entscheet d'Chamber, op Ufro vun der Regierung an nodeems den Avis vum Staatsrot gehéiert gouf, mat der qualifizierter Majoritéit, datt een dovun ausgoe muss, datt de Grand-Duc ofgedankt huet.

Art. 61.

Vum Grand-Duc sengem Doud, senger Ofdankung oder der Feststellung un, datt et him net méiglech ass, seng constitutionnell Attributiounen ze erfëllen, bis datt säin Nofollger den Eed ofleet, gëtt d'Funktoun vu Staatschef vun der Regierung ausgeübt. Dat ass och de Fall, wann de Regent stierft oder demissionéiert.

KAPITEL IV. – D'CHAMBER VUN DEN DEPUTÉIERTEN¹

Sektioun 1. – D'Verriedung vum Land

Art. 62.

D'Chamber vertritt d'Land. Si exercéiert d'legislativ Gewalt. Si kontrolléiert d'Aktioun vun der Regierung.

D'Deputéiert stëmmen ouni Récksproch mat hiren Optraggeber of an dierfen nëmmen d'Allgemengwuel a Betruecht zéien.



D'Chamber um Krautmaart

Art. 63.

(1) D'Chamber besteet aus siechzeg Deputéierten.

(2) D'Deputéiert gi fir fënnef Joer gewielt.

(3) D'Wal ass direkt. D'Deputéiert ginn opgrond vum allgemenge Walrecht, op Lëschten, no de Reegele vun der proportionaler Verriedung an nom Prinzip vum klengste Walquotient gewielt.

D'Wal ass obligatoresch a geheim. Hir Modalitéite gi vum Gesetz gereegelt.

(4) D'Land ass a véier Walbezierker agedeelt: 1° de Süde mat de Kantonen Esch-Uelzecht a Capellen; 2° den Zentrum mat de Kantone Lëtzebuerg a Miersch; 3° den Norde mat de Kantonen Dikrech, Réiden, Wolz, Clierf a Veianen;

¹ Am Rescht vum Text gëtt just dat Wuert „Chamber“ benotzt.

4° den Oste mat de Kantone Gréiwemaacher, Réimech an lechternach.

E Gesetz, dat mat der qualifizierter Majoritéit ugeholl gëtt, leet d'Zuel vun den Deputéierte fest, déi an all Bezierk gewielt ginn.

Art. 64.

(1) Fir wielen ze kënnen, muss ee Lëtzebuenger an uechtzéng Joer al sinn.

(2) Fir kënnen gewielt ze ginn, muss een ausserdeem säi Wunnsätz am Grand-Duché vu Lëtzebuerg hunn.

(3) An de Fäll, déi d'Gesetz virgesäit, kënnen d'Gerichter de Verloscht vum aktiven a vum passive Walrecht ausspriechen.

Art. 65.

D'Mandat vum Deputéierten ass onvereinbar mat de Funktiounen vum Regierungsmember a vum Member vum Staatsrot.

Déi selwecht Onvereinbarkeet gëllt fir öffentlech Aarbechtsplazen a Funktiounen, déi vun engem Gesetz, dat mat der qualifizierter Majoritéit ugeholl gëtt, festgeluecht ginn. Si kann op aner politesch Mandater ausgebreet ginn, déi vun engem Gesetz, dat mat der qualifizierter Majoritéit ugeholl gëtt, festgeluecht ginn.

Art. 66.

(1) Den Deputéierten, dee vun der Regierung fir eng bezuelten Aarbechtsplaz ernannt gëtt, déi hien akzeptéiert, verléiert direkt säi Sätz a ka seng Funktioun nëmmen opgrond vun neie Walen nees iwwerhuelen.

(2) Den Deputéierten, deen zum Regierungsmember ernannt gëtt, verléiert säi Mandat als Deputéierten. Hie gëtt nees op der Lëscht, op där hie gewielt gouf, als Suppleant an der Reiefolleg vun de Stëmme, déi hie kritt huet, ageschriwwen.

Dat selwecht gëllt fir e Suppleant, deen zum Regierungsmember ernannt gouf a während sengem Regierungsmandat op e Mandat als Deputéierten, dat em zoustoung, verzicht huet.

Wann e puer Persounen erëm op d'Lëscht vun de Suppleanten ageschriwwen ginn, geschitt dat an der Reiefolleg vun der Stëmmenunzuel, déi si bei de Wale kritt hunn.

(3) D'Persounen, déi vun enger Incompatibilitéit betraff sinn, kënnen tëschen dem Deputéiertemandat an hirer Plaz oder Aktivitéit wielen.

Sektioun 2. – D'Organisatioun an de Fonctionnement vun der Chamber

Art. 67.

(1) D'Chamber versammelt sech vum Recht hier den drëttén Dëschdeg no de Wale an enger öffentlecher Sitzung, fir d'Pouvoir vum hire Memberen ze iwwerpräwen.

(2) D'Chamber ass zoustänneg fir feststellen, dass ee vun hire Memberen de Statut vum Deputéierte verluer huet, well während dem Mandat en Ineligibilitätsgrond am Sënn vum Artikel 64 oder eng Onvereinbarkeet am Sënn vum Artikel 65 opgetrueden ass.

(3) E Recours géint dës Entscheedunge ka virum Verfassungsgericht agereecht ginn. D'Modalitéite vun dësem Recours gi vum Gesetz geregelt.

(4) Wa si hir Funktioun untrieden, leeën d'Deputéiert an enger öffentlecher Sëtzung de folgenden Eed of: „Ech schwieren, d'Verfassung an d'Gesetz ze respektéieren a meng Funktioun mat Integritéit, Exaktheit an Onparteilechkeet ze erfëllen.“

(5) Mat der öffentlecher Versammlung vun der Chamber no de Wale, am Sënn vum Paragraf 1, ginn d'Funktiounen vun den Deputéierten, déi aus de viregte Wale ervirgaange sinn, zu Enn.

Art. 68.

D'Chamber bestëmmt duerch hiert Reglement d'Aart a Weis, no där si hir Attributiounen ausüübt, souwéi hir materiell a finanziell Organisatioun, dorënner och de Statut vun hire Beamten.

D'Chamberreglement leet d'Ausföhrungsbestëmmunge vun de Gesetzer fest, déi hir Organisatioun betreffen.

Art. 69.

D'Chamber ernannt hire President an hir Vizepresidenten a stellt hire Büro zesummen.

Art. 70.

D'Sëtzunge vun der Chamber sinn öffentlech, ausser an de Fäll, déi hiert Reglement virgesäit.

Art. 71.

D'Chamber kann nëmmen Entscheedungen, Resolutiounen a Motiounen unhuelen, wann d'Majoritéit vun den Deputéierte versammelt ass.

All Entscheedung, all Resolutioun an all Motioun gëtt mat der Majoritéit vun de Stëmme ugeholl. D'Enthalunge ginn net fir d'Berechnung vun der Majoritéit a Betruecht gezunn. D'Ofstëmmung iwwer Procuratioun ass erlaabt. Keen Deputéierten dierf méi wéi eng Procuratioun kréien.

D'Decisiounen an d'Resolutiounen, fir déi d'Verfassung d'qualifizierter Majoritéit verlaangt, mussen mat op d'mannst zwee Drëttel vun de Stëmme vun den Deputéierten ugeholl ginn. D'Ofstëmmung iwwer Procuratioun ass an dës Fäll net erlaabt.

Art. 72.

D'Chamberreglement leet d'Majoritéitsreegele fir d'Ernennung vu Persounen op Mandater oder Funktiounen fest, fir déi d'Chamber zoustänneg ass.

Art. 73.

De Grand-Duc kann nëmme virgezunne Wale fixéieren, wann d'Chamber mat der Majoritéit

vun hire Memberen entweeder der Regierung e Vertrauensvoté refuséiert oder e Mësstrauensvoté géint d'Regierung unhëlt.

Wann d'Regierung demissionéiert an d'Chamber mat der absoluter Majoritéit vun hire Memberen den Accord dozou gëtt, fixéiert de Grand-Duc virgezunne Walen.

D'Neiwale gi spëtstens bannent dräi Méint ofgehalen.

De Grand-Duc ka keng virgezunne Wale während dem Krisenzoustand fixéieren.

Art. 74.

D'Regierungsmitglieder hunn Zougang zu der Chamber a musse gehéiert ginn, wa si dat verlaangen.

Art. 75.

Fir d'Missionen ze erfëllen, déi am Artikel 62 virgesi sinn, kann d'Chamber:

- 1° d'Präsenz vun engem oder méi Membere vun der Regierung verlaangen;
- 2° Froen an Interpellatiounen un d'Regierung adresséieren, op déi d'Regierung verpflichtet ass ze äntweren;
- 3° all méiglech Informatiounen an Dokumenter vun der Regierung verlaangen;
- 4° e Vertrauens- oder e Mësstrauensvoté géintiwuer der Regierung unhuelen.

D'Ausübe vun dëse Prerogativë gëtt am Chamberreglement gereegelt.

Sektioun 3. – D'Unhuele vun de Gesetzzer

Art. 76.

D'Regierung deposéiert Gesetzesprojete bei der Chamber.

Art. 77.

All Deputéierten huet d'Recht, fir der Chamber Gesetzespropositiounen ze ënnerbreeden.

Art. 78.

(1) D'Gesetzzer gi vun der Chamber ugeholl.

(2) D'Chamber kann d'Gesetzesprojete an d'Gesetzespropositiounen änneren.

(3) D'Chamber stëmmt iwwer dat ganzt Gesetz of. Et gëtt ëmmer mam Numm ofgestëmmt.

Wann op d'mannst fënnf Deputéiert dat verlaangen, ka virun der Ofstëmmung iwwer dat ganzt Gesetz eng Ofstëmmung iwwer een oder méi Artikelen vum Gesetz gemaach ginn.

(4) Iwwer all Gesetz gëtt eng zweete Kéier ofgestëmmt, ausser wann d'Chamber mam Accord vum Staatsrot, deen dofir an enger ëffentlecher Sëtzung zesummekënnt, de Contraire entscheet. Et gëtt en Intervalle vu mindestens dräi Méint tëschent den zwou Ofstëmmungen.

Sektioun 4. – Déi aner Attributiounen vun der Chamber

Art. 79.

Zu de motivéierte Propositiounen, déi op eng Gesetzgebung hinzielen an déi vu mindestens honnertfënnfanzwanzeg Wieler presentéiert ginn a vu mindestens zwielefdausendfënnhonnert Wieler ënnerstëtzt ginn, hëllt d'Chamber an enger ëffentlecher Sitzung Stellung.

D'Gesetz reegelt d'Ausübe vun dësem legislativen Initiativrecht.

Art. 80.

D'Chamber kann decidéieren, e Referendum duerchzeféieren an de Fäll, ënnert de Konditiounen a mat der Wierkung, déi an engem Gesetz festzeleeë sinn.

Art. 81.

D'Chamber huet d'Recht, Enquëten duerchzeféieren. D'Gesetz reegelt d'Ausübe vun dësem Recht.

Eng Enquëtekommissioun muss agesat ginn, wa mindestens een Drëttel vun den Deputéierten dat verlaangt.

Art. 82.

D'Chamber hëlt d'Petitiounen entgéint, déi an der Form, déi hiert Reglement virgesäit, u si adresséiert ginn.

Art. 83.

Den Ombudsman gëtt vum Grand-Duc ernannt, op Vorschlag vun der Chamber, dee mat der qualifizéierter Majoritéit, déi am Artikel 71, Alinea 3 virgesinn ass, gestëmmt gëtt.

Dem Ombudsman seng Kompetenzen, d'Reegele vu sengem Fonctionnement an d'Relatiounen mat der Chamber gi vum Gesetz festgeluecht.

Sektioun 5. – De Statut vum Deputéierten

Art. 84.

En Deputéierte ka wéinst de Meenungen an de Votten, déi hien am Ausübe vu senger Funktiounen ausdréckt, weeder zivilrechtlech nach stroferechtlech belaangt ginn.

Art. 85.

Mat Ausnam vun de Fäll, déi am Artikel 84 ernimmt sinn, kënnen d'Deputéiert stroferechtlech verfollegt ginn.

Allerdéngs kann en Deputéierten nëmme festgeholl ginn, wann d'Chamber am Virfeld hiren Accord dozou ginn huet, ausser wann en op frëscher Dot ertappt gëtt.

D'Autorisatioun vun der Chamber ass net néideg fir d'Vollstreckung vun de Strofen, d'Fräiheitsstrofen abegraff, déi géint en Deputéierte gesprach ginn.

Art. 86.

D'Deputéiert kréien eng Indemnitéit, där hire Montant an hir Konditiounen vum Gesetz festgeluecht ginn.

KAPITEL V. – D’REGIERUNG

Art. 87.

D’Regierung dirigiert d’allgemeng Politik vum Staat.

Art. 88.

D’Regierung besteet aus engem Premierminister, engem oder méi Vizepremierministere, Ministere an eventuell engem oder méi delegierte Ministere a Staatssekretäre.

De Grand-Duc ernennt de Premierminister an déi aner Membere vun der Regierung a beendegt hir Funktiounen.

Ier si hir Funktioun untrieden, leeën d’Membere vun der Regierung de folgenden Eed of: „Ech schwieren, d’Verfassung an d’Gesetze ze respektéieren a meng Funktioun mat Integritéit, Exaktheit an Onparteichektheit ze erfëllen.“



De Staatsministère

Art. 89.

D’Funktioon vum Regierungsmember ass net vereinbar mat der Funktioun vum Deputéierten, Member vum Staatsrot, Member vun engem Gemengerot an och net mat öffentlechen Ämter oder enger beruflecher Aktivitéit.

Art. 90.

D’Membere vun der Regierung exercéieren hir Attributiounen entweeder am Regierungsrat oder eenzel fir déi Ugeleeënheeten, fir déi si zoustänneg sinn.

Art. 91.

De Premierminister koordinéiert d’Regierungsgeschäfte a suergt fir en eenheetlecht Virgoe vun der Regierung.

Art. 92.

D’Regierung leet hir Organisatioun an hire Fonctionnement an engem interne Reglement fest, dat duerch e groussherzoglechen Arrêté approuvéiert gëtt, mat Ausnam vun de Beräicher, déi duerch d’Verfassung dem Gesetz virbehale sinn.

Art. 93.

(1) De Premierminister engagiert d’Verantwortung vun der neier Regierung, wann en der Chamber de Regierungsprogramm presentéiert.

(2) Am Zesummenhang mat enger Ofstëmmung iwwert e Gesetzesentwurf oder mat enger Regierungserklärung kann de Premierminister mam Accord vum Regierungsrat d’Verantwortung vun der Regierung géintwuer der Chamber engagéieren.

(3) D’Chamber kann d’Verantwortung vun der Regierung duerch e Mësstrauensvoté engagéieren.

(4) Wann d’Chamber der Regierung hiert Vertraue refuséiert, presentéiert de Premierminister dem Grand-Duc d’Demission vum der Regierung.

(5) Déi demissionär Regierung dirigiert weider d’allgemeng Politik vum Staat.

Art. 94.

(1) D’Regierung an hir Membere si virun der Chamber verantwortlech.

(2) D’Membere vun der Regierung kënnen weinst Meenungen, déi si am Kader vun hire Funktiounen äusseren, weeder zivil- nach strafrechtlech verantwortlech gemaach ginn.

(3) D’Membere vun der Regierung si strafrechtlech verantwortlech fir d’Handlungen, déi si am Ausüben vun hire Funktioun beginn.

Nëmmen de Parquet kann eng Poursuite géint e Member vun der Regierung weinst dës Handlungen aleeden an dirigéieren, och nom Enn vun deem senger Funktioun.

(4) Ausser wann en op frëscher Dot ertappt gëtt, kann e Member vun der Regierung nëmme festgeholl ginn, wann d’Chamber am Virfeld hiren Accord dozou ginn huet. Dës Autorisatioun ass net néideg fir d’Vollstreckung vun de Strofen, d’Fräiheitsstrofen abegraff, déi géint e Member vun der Regierung gesprach ginn.

KAPITEL VI. – DE STAATSROT

Art. 95.

De Staatsrot gëtt säin Avis zu de Gesetzesprojeten, de Gesetzespropositiounen an den Ännerungen of, déi dorunner kënnen proposéiert ginn.

Wann de Staatsrot der Meenung ass, dass e Gesetzesprojet oder eng Gesetzespropositioun Bestëmmungen enthält, déi net konform si mat der Verfassung, mat internationalen Traitéeen, bei deenen de Grand-Duché vu Lëtzebuerg Vertragsstaat ass, mat Rechtsakte vun der Europäescher Unioun oder mat den allgemenge Rechtsprinzipien, dann erwähnt hien dat a sengem Avis.

Wann d’Chamber Artikel fir Artikel iwwer e Gesetzesprojet oder eng Gesetzespropositioun ofgestëmmt huet, ouni dass de Staatsrot säin Avis ofginn huet, kann d’Chamber iwwer d’komplett Gesetz ofstëmmen, wa si en Delai vu mindestens dräi Méint anhält, nodeems si de Staatsrot informéiert huet.

Ausser an dréngende Fäll, déi an de Limite vum Gesetz vum Grand-Duc appreciéiert ginn, gëtt de Staatsrot

säin Avis iwwer Projete vu Reglementer of, déi fir d'Ausféierung vun de Gesetzer an den internationalen Traitéen a fir d'Applikatioun vun de Rechtsakte vun der Europäescher Unioun ugeholl ginn. Wann hien der Meenung ass, datt de Projet vum Reglement net konform mat de méi héije Rechtsnormen ass, da geet en a sengem Avis dorop an.



De Staatsrot

D'Chamber an d'Regierung kënnen dem Staatsrot all aner Froen no deene vum Gesetz festgeluechte Modalitéite virleeën.

Art. 96.

D'Organisatioun vum Staatsrot an d'Aart a Weis, seng Kompetenzen auszeüben, gi vum Gesetz geregelt.

KAPITEL VII. – D'JUSTIZ

Sektioun 1. – D'Organisatioun vun der Justiz

Art. 97.

D'Justizgewalt gëtt vun de Geriichtshäff an de Geriichter exercéiert.

D'Urteeler ginn am Numm vum Grand-Duc vollstreckt.

Art. 98.

D'uerdentlech Geriichter sinn allgemeng zoustänneg an alle Beräicher, mat Ausnam vun deenen Attributiounen, déi d'Verfassung un aner Geriichter mat enger spezifischer Zoustännegkeet iwwerdréit.

Art. 99.

D'Verwaltungsgeriichter si fir administrativ a steierlech Streidegkeeten zoustänneg an de Fäll an ënnert de Konditiounen, déi d'Gesetz festleet.

Art. 100.

D'Organisatioun vun de Geriichter am Beräich vun der Sozialversécherung gëtt vum Gesetz geregelt.

Art. 101.

D'Gesetz reegelt d'Organisatioun vun de Geriichter an d'Recoursen.

Art. 102.

D'Geriichter applizéieren d'Gesetzer an

d'Reglementer nëmmen esouwäit, ewéi si konform mat de méi héije Rechtsnorme sinn.

Art. 103.

D'Annulatioun vun engem Reglement duerch e Verwaltungsgeriicht huet en absolute Charakter vun deem Dag un, wou d'Urteil definitiv ass, ausser wann d'Geriicht, dat d'Annulatioun ausgeschwat huet, en aneren Delai ordonéiert.

D'Geriicht, dat d'Annulatioun ausschwätzt, leet d'Konditiounen an d'Limite fest, an deenen d'Wierkungen, déi d'Reglement hat, kënnen a Fro gestallt ginn.



D'Cité judiciaire

Sektioun 2. – De Statut vun de Magistraten

Art. 104.

(1) D'Riichtere sinn onofhängeg am Ausübe vun hire riichterleche Funktiounen.

(2) De Parquet exercéiert d'ëffentlech Uklo a fuerdert d'Uwendung vum Gesetz. Am Ausübe vun individuelle Recherchen a Poursuitten ass en onofhängeg; der Regierung hiert Recht, stropolitesch Direktiven ze ginn, bleibt dobäi intakt.

Art. 105.

(1) De Statut vun de Riichteren a vun de Membere vum Parquet gëtt vum Gesetz festgeluecht.

(2) D'Riichtere kënnen net ofgesat ginn.

(3) D'Gesetz reegelt d'Pensionéierung vun de Riichteren a vun de Membere vum Parquet aus Alters-, Gesondheets- oder Déngschtonfäegkeetsgrënn.

Art. 106.

Ier si hir Funktioun untrieden, leeën d'Riichteren an d'Membere vum Parquet den Eed of, deen d'Gesetz virgesäit.

Sektioun 3. – Den nationale Justizrot

Art. 107.

Den nationale Justizrot suergt fir de gudden Fonctionnement vun der Justiz am Respekt vun hirer Onofhängegkeet.

D'Zesummestellung an d'Organisatioun vum nationale Justizrot gi vum Gesetz festgeluecht. Den nationale Justizrot muss majoritär aus Magistrate bestoen.

De Grand-Duc ernennt d'Magistraten, déi vum nationale Justizrot proposéiert ginn, ënnert de Konditiounen, déi d'Gesetz virgesäit.

Dem Justizrot seng Attributiounen bei Disziplinarverfare géint Magistrate gi vum Gesetz festgeluecht.

Dem nationale Justizrot seng aner Attributiounen gi vum Gesetz festgeluecht, dat och d'Ausübungsmodalitéiten dovunner festleet.

Sektioun 4. – De Persounen hir Garantië viru Geriicht

Art. 108.

D'Verhandlung virun de Geriichter sinn ëffentlech, ausser wann dës Ëffentlechkeet e Risiko fir d'Uerdnung oder d'Sitten duerstellt, woubäi d'Geriicht dëst an esou engem Fall an engem Urteel deklaréiert.

Art. 109.

All Urteel ass begrënnt. Et gëtt an enger ëffentlecher Sëtzung gesprach.

Art. 110.

D'Gesetz garantéiert d'Onparteilechkeet vun de Riichteren, de fairen a loyale Charakter an de raisonnablen Delai vun de Prozeduren, de Respekt vum Contradictoire an d'Rechter vun der Defense.

Art. 111.

D'Bestëmmunge vun der Verfassung stinn den Obligatiounen, déi aus dem Statut vum Internationale Strofgeriichtshaff ervirginn, net am Wee.

Sektioun 5. – D'Verfassungsgeriicht

Art. 112.

(1) D'Verfassungsgeriicht entscheet per Arrêt iwver d'Konformitéit vun de Gesetzer mat der Verfassung.

(2) D'Verfassungsgeriicht ka prejudiciel no de Modalitéiten, déi d'Gesetz virgesäit, vun all Geriicht saiséiert ginn, fir iwver d'Verfassungskonformitéit vun de Gesetzer, mat Ausnam vun de Gesetzer, déi Traitéen approuvéieren, ze entscheeden.

(3) D'Verfassungsgeriicht reegelt d'Kompetenzkonflikter nom Verfahren, dat vum Gesetz bestëmmt gëtt.

(4) Dem Verfassungsgeriicht seng Attributiounen kënnen duerch e Gesetz, dat mat enger qualifizierter Majoritéit vun op mannst zwee Drëttel vun de Stëmme vun de Membere vun der Chamber gestëmmt gëtt, erweidert ginn. D'Ofstëmmen iwver Procuratioun ass dobäi net erlaabt.

(5) D'Verfassungsgeriicht besteet:

1° aus néng effektive Memberen:

a) dem President vum leweschte Geriichtshaff an dem President vum Verwaltungsgeriichtshaff;

b) zwee Riichtere vum Cassatiounshaff a fënnef Magistraten, déi vum Grand-Duc, mat der Zoustëmmung vum leweschte Geriichtshaff a vum Verwaltungsgeriichtshaff, ernannt ginn; 2° siwe stellverriedend Memberen, déi vum Grand-Duc, mat der Zoustëmmung vum leweschte Geriichtshaff a vum Verwaltungsgeriichtshaff, ernannt ginn;

(6) D'Verfassungsgeriicht siegéiert an enger Chamber vu fënnef Memberen. Wann d'Verfassungsgeriicht der Meenung ass, dass eng Affär, mat där et saiséiert ass, besonnesch wichteg ass, da siegéiert et als Plenum mat néng Memberen.

(7) D'Organisatioun vum Verfassungsgeriicht an d'Aart a Weis, wéi et seng Kompetenzen ausübt, gi vum Gesetz gereegelt.

(8) Gesetzesbestëmmungen, déi duerch en Urteel vum Verfassungsgeriicht als verfassungswiddereg deklaréiert goufen, verléieren hir juristesche Wierkung den Dag no der gesetzlech virgeschriwwener Verëffentlechung vun dësem Urteel, ausser wann d'Verfassungsgeriicht en aneren Delai ordonéiert huet. D'Verfassungsgeriicht leet d'Konditiounen an d'Limite fest, an deenen d'Wierkungen, déi d'Bestëmmung hat, kënnen a Fro gestallt ginn.

KAPITEL VIII. – VERSCHIDDE BESTËMMUNGEN IWVER D'STAATSWERWALTUNG

Sektioun 1. – Déi allgemeng Verwaltungsregelen

Art. 113.

Kee Gesetz, kee Reglement a keen allgemenge Verwaltungsarrêté ass obligatoresch, ausser nodeems et an der Form, déi d'Gesetz festleet, verëffentlecht gouf.

Art. 114.

D'Gesetz leet d'Konditiounen, d'Limitten an d'Modalitéite fest, ënnert deenen de Staat an déi aner ëffentlech-rechtlech juristesche Persoune fir Schied kënnen haftbar gemaach ginn, déi si verursaacht hunn oder déi hir Mandatairen oder Agenten am Ausübe vun hire Funktiounen verursaacht hunn.

Art. 115.

D'Organisatioun an d'Attributiounen vun der Force publique gi vum Gesetz gereegelt.

All Deklaratioun iwver de Krichszoustand an all Bedeelegung vun der Force publique un Operatiounen am Ausland erfuere den d'Autorisatioun vun der Chamber no de Modalitéiten, déi d'Gesetz festleet.

Sektioun 2. – D'Finanzen

Art. 116.

(1) All staatlech Steier, all Exemptioun oder Reduktioun vun de Steiere gi vum Gesetz festgeluecht.

(2) D'Steieren zu Gonschte vum Staat ginn all Joer gestëmmt. D'Gesetzer, déi se festleeën, gëllen nëmme fir ee Joer, ausser si ginn erneiert.

(3) Eng Contributioun ka vun de Bierger oder ëffentlechen Aariichtungen nëmmen a Form vun enger Steuer zu Gonschte vum Staat oder enger Gemeng verlaangt ginn, ausser, d'Gesetz gesäit formell eng Ausnam vir.

Art. 117.

(1) All Prêt zu Laaschte vum Staat muss mat der Zoustëmmung vun der Chamber ofgeschloss ginn.

(2) All Verkaf vu Grondeegentum oder beweegleche Gidder, déi dem Staat gehéieren, muss duerch e speziell Gesetz autoriséiert ginn. En allgemengt Gesetz kann allerdéngs eng Limitt festleeën, ënnert där eng speziell Autorisatioun vun der Chamber net néideg ass.

(3) All Kaf vu gréisserem Grondeegentum oder gréissere beweegleche Gidder duerch de Staat, all Duerchféierung vun engem groussen Infrastrukturprojet oder enger grousser Konstruktioun zu Gonschte vum Staat an all grousst finanziell Engagement vum Staat mussen duerch e speziell Gesetz autoriséiert ginn. En allgemengt Gesetz leet d'Grenzwäerter fest, vun deenen un dës Autorisatioun néideg ass, esouwéi d'Konditiounen an d'Modalitéite fir de Finanzement vun de Virbereedungsarbechten.

(4) All Charge, déi de Staatsbudget wärend méi wéi engem Exercice belaauscht, muss duerch e speziell Gesetz festgeluecht ginn.

(5) All Pensioun, all Waardegeld an all Gratifikatioun zu Laaschte vum Staat ginn duerch e Gesetz accordéiert.



D'Cour des Comptes

Art. 118.

All Joer arrêtiert d'Chamber d'Staatskonten duerch e Gesetz a stëmmt de Budget. All Recetten an Depensé vum Staat mussen an de Budget an an d'Konten agedroe ginn.

Art. 119.

(1) E Rechnungshaff ass zoustänneg fir d'Kontroll vun der Finanzgestioun vun den Organer, Administratiounen a Servicer vum Staat. D'Gesetz kann him aner Missiounen fir d'Kontroll vun der Finanzgestioun mat ëffentleche Gelder uvertrauen.

(2) De Rechnungshaff ënnerbreet der Chamber seng Kriticken a Recommandatiounen zu de Staatskonten.

(3) Dem Rechnungshaff seng Kompetenzen, seng Organisatioun esouwéi d'Modalitéite vu senger Kontroll an d'Relatiounen mat der Chamber gi vum Gesetz festgeluecht.

(4) D'Membere vum Rechnungshaff gi vum Grand-Duc op Propositioun vun der Chamber ernannt.

Sektioun 3. – D'Relatiounen tëschent dem Staat an de Reliounsgemeinschaften

Art. 120.

D'Kierchen an d'Reliounsgemeinschaften si vum Staat getrennt.

D'Gesetz reegelt d'Relatiounen tëschent dem Staat an de Kierchen a Reliounsgemeinschaften.

An de Limitten a Formen, déi d'Gesetz festleet, kënnen Konventiounen, déi musse vun der Chamber approuvéiert ginn, d'Relatiounen tëschent dem Staat an de Kierchen a Reliounsgemeinschaften präzisieren.

KAPITEL IX. – D'GEMENGEN

Art. 121.

(1) D'Gemenge sinn autonom Kollektivitéiten op territorialer Basis, déi d'Rechtsperséinlechkeet hunn an duerch hir Organer hir eegen Interessien an hiert eegent Verméige verwalten.

(2) D'Gesetz reegelt d'Zesummesetzung, d'Organisatioun an d'Kompetenze vun de Gemengenorganer.

Art. 122.

(1) All Gemeng huet e Gemengerot, deen op Basis vum allgemenge Walrecht direkt an duerch Geheimwal gewielt gëtt.

(2) D'Gemeng gëtt ënnert der Autoritéit vun engem Schäfferot verwalt, deen aus dem Buergermeeschter an de Schäfte besteet. Si ginn innerhalb vun de Membere vum Gemengerot ernannt, an der Form, déi d'Gesetz virgesäit.

Art. 123.

(1) D'Steieren zu Gonschte vun de Gemenge gi vum Gesetz festgeluecht.

Am Respekt vu senger constitutionnellen a gesetzleche Kompetenz kann de Gemengerot d'Steieren an d'Taxe festleeën, déi néideg sinn, fir den Interessi vun der Gemeng kënnen ze realisieren. D'Gemengesteieren an -taxe gi vun der Iwwerwachungsautoritéit approuvéiert.

(2) De Gemengerot erstellt all Joer de Gemengebudget a schléisst d'Konten of.

(3) D'Gemengen hunn d'Recht op d'finanziell Ressourcen, fir d'Missiounen ze erfëllen, déi d'Gesetz hinnen uvertraut.

Art. 124.

Ausser an dréngende Fäll hält de Gemengerot

d'Gemengereglementer.

An de Beräicher, déi duerch d'Verfassung dem Gesetz virbehale sinn, kënnen d'Gemengereglementer nëmmen op Basis vun enger bestëmmter Gesetzesbestëmmung ugeholl ginn, déi d'Ziler vun den Ausféierungsmoosname an eventuell d'Konditioune festleet, deene si ënnerleien.

D'Gemengereglementer mussen konform mat de Gesetzer a mat de Reglementer sinn, déi an Applikatioun vum Artikel 45 geholl goufen.

Art. 125.

(1) Fir d'Redaktioun vun de Persounestandsakten an d'Féiere vun de Registere vun dësen Akte sinn exklusiv d'Gemengenorganer zoustänneg, déi d'Gesetz festleet.

(2) D'Gesetz leet de Statut vun de Gemeindebeamte fest.

Art. 126.

All Gemeng kann eleng oder mat anere Gemengen ëffentlech Aariichtung grënnen an de Limitten an op d'Aart a Weis, déi vum Gesetz festgeluecht ginn.

Art. 127.

D'Gesetz reegelt d'Iwwerwaachung vun der Gemeindeverwaltung a leet eng limitéiert Lëscht vun Handlung vum de Gemengenorganer fest, déi vun der Iwwerwaachungsautoritéit mussen approvéiert ginn. Et ka virgesinn, dass verschidden Handlung vum de Gemengenorganer mussen vun der Iwwerwaachungsautoritéit approvéiert ginn an dass se annulléiert oder suspendéiert ginn, wa se illegal sinn oder géint den allgemengen Interessi sinn, ouni Aschränkung vun de Attributioune vun den uerdentleche Geriichter oder de Verwaltungsgeriichter.

De Regierungsrat kann de Gemengerat am Interessi vun der Verwaltung vun der Gemeng opléisen.

KAPITEL X. – DEM STAAT SENG ÉTABLISSEMENT-PUBLICKEN AN D'BERUFFSORGANER

Art. 128.

(1) D'Gesetz kann Établissement-publicke schafen, déi eng eege Rechtsperséinlechkeet hunn an ënner dem Staat senger Tutelle stinn.

(2) D'Gesetz ka Berufschambere schafen, déi eng eege Rechtsperséinlechkeet hunn.

(3) D'Gesetz ka representativ Organer vun de liberale Beruffer schafen an hinnen d'Rechtsperséinlechkeet ginn.

Art. 129.

(1) D'Gesetz leet den Objet, d'Organisatioun an d'Kompetenze vun den ëffentlechen Aariichtungen, de Berufschambere an den Organer vun de liberale Beruffer fest, déi d'Rechtsperséinlechkeet hunn.

(2) An der Limitt vun hirem Objet kann d'Gesetz

hinnen d'Kompetenz ginn, Reglementer ze huelen.

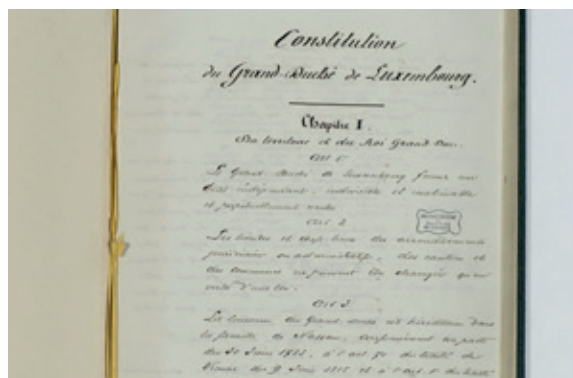
An de Beräicher, déi duerch d'Verfassung dem Gesetz virbehale sinn, kënnen dës Reglementer nëmmen zu den Zwecker an ënner de Konditioune, déi d'Gesetz präziséiert, geholl ginn.

Dës Reglementer mussen konform mat de Gesetzer a mat de Reglementer sinn, déi an Applikatioun vum Artikel 45 geholl goufen.

KAPITEL XI. – D'VERFASSUNGSREVISIOUN

Art. 130.

Keng Bestëmmung vun der Verfassung ka suspendéiert ginn.



ANLux, TC-0052, Constitution révisée du Grand-Duché de Luxembourg, 1868.10.17

Art. 131.

All Revisioun vun der Verfassung muss vun der Chamber an de selwechten Termen an zwou successiven Ofstëmmungen am Ofstand vu mindestens dräi Méint ugeholl ginn.

Keng Revisioun gëtt ugeholl, wa si net mindestens zwee Drëttel vun de Stëmme vun de Membere vun der Chamber kritt. D'Ofstëmmen iwwer Procuratioun ass dobäi net erlaabt.

Den Text, deen an éischer Lecture vun der Chamber ugeholl ginn ass, gëtt engem Referendum ënnerzunn, deen der Chamber hir zweet Ofstëmmung ersetzt, wa bannent zwee Méint no der éischer Ofstëmmung eng entspriechend Demande gemaach gëtt, entweder vu méi wéi engem Véierel vun de Membere vun der Chamber oder vu fënnfanzwanzegtausend Wieler, déi op de Wielerlëschte fir d'Parlamentswalen ageschriwwen sinn. D'Revisioun ass nëmmen ugeholl, wa se d'Majoritéit vun de gültig ausgedréckte Stëmme kritt. D'Gesetz reegelt d'Organisationsmodalitéite vum Referendum.

KAPITEL XII. – IWWERGANGSBESTËMMUNGEN

Art. 132.

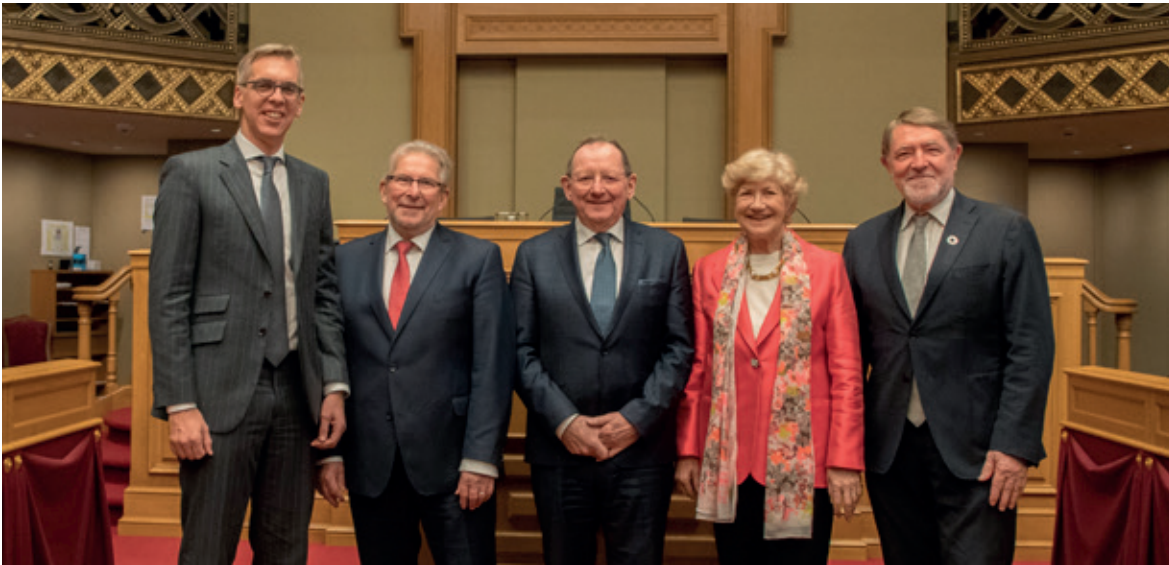
D'Bestëmmunge vum Artikel 56 si fir d'éischte Kéier op d'Nokomme vu Senger Kinneklecher Altesse Henri, Grand-Duc vu Lëtzebuerg, Herzog vun Nassau, applicabel.

Diese Broschüre mit dem neuen Verfassungstext soll der Öffentlichkeit Informationen über die Arbeit des luxemburgischen Parlaments zugänglich machen.

Nur der im offiziellen Amtsblatt veröffentlichte französische Text ist verbindlich.

Die luxemburgische und die deutsche Versionen sind freie Übersetzungen, die daher Abweichungen vom französischen Originaltext aufweisen können.

Das Parlament übernimmt keinerlei Verantwortung für die Verwendung der in dieser Broschüre enthaltenen Informationen.



Herr Léon Gloden, Herr Mars Di Bartolomeo, Frau Simone Beissel und Herr Charles Margue, die vier Berichterstatter der Revisionsvorschläge, und der Parlamentspräsident, Herr Fernand Etgen (in der Mitte)

Luxemburg, den 21. April 2023

Sehr geehrte Mitbürgerinnen und Mitbürger,

vor einigen Monaten ließ die Abgeordnetenkammer eine Broschüre verteilen, welche die Verfassungsreform erklärt, die während der letzten Jahre ausgearbeitet wurde.

Es ist mir eine Freude, Ihnen nun den neuen luxemburgischen Verfassungstext vorlegen zu können, der im Dezember 2022 in zweiter Lesung in der Abgeordnetenkammer verabschiedet wurde.

Die Verfassung ist der wichtigste Gesetzestext des Landes. Sie legt den Aufbau des Staates fest und organisiert die Funktionsweise der staatlichen Organe. In ihr sind außerdem die Rechte und Freiheiten der Bürgerinnen und Bürger festgeschrieben.

Nach ihrem Inkrafttreten am 1. Juli 2023 verfügt unser Land jetzt über eine moderne Verfassung, die konform mit der institutionellen Praxis ist.

Fernand Etgen
Präsident der Abgeordnetenkammer

VERFASSUNG DES GROSßHERZOGTUMS LUXEMBURG



Die Luxemburger Flagge

KAPITEL I. – DER STAAT, SEIN HOHEITSGEBIET UND SEINE EINWOHNER

Abschnitt 1. – Der Staat, seine politische Form und die Hoheitsgewalt

Art. 1.

Das Großherzogtum Luxemburg ist ein demokratischer, freier, unabhängiger und unteilbarer Staat.

Art. 2.

Das Großherzogtum Luxemburg ist eine parlamentarische Demokratie. Es hat die Staatsform einer konstitutionellen Monarchie.

Es beruht auf den Grundsätzen der Rechtsstaatlichkeit und auf der Achtung der Menschenrechte.

Art. 3.

Die Hoheitsgewalt liegt bei der Nation, von der die Staatsgewalt ausgeht.

Art. 4.

(1) Die Sprache des Großherzogtums Luxemburg ist Luxemburgisch. Die Verwendung der luxemburgischen, französischen und deutschen Sprache wird gesetzlich geregelt.

(2) Das Symbol der Nation ist die dreifarbige rot-weiß-blaue Flagge.

(3) Die Staatswappen werden per Gesetz festgelegt.

(4) Die Nationalhymne ist „Ons Heemecht“.

Art. 5.

Das Großherzogtum Luxemburg beteiligt sich an der europäischen Integration.

Die Ausübung von Staatsgewalt kann durch ein nach Maßgabe von Artikel 131, Absatz 2 der Verfassung verabschiedetes Gesetz auf die Europäische Union und internationale Einrichtungen übertragen werden.

Abschnitt 2. – Das Staatsgebiet

Art. 6.

Gebietsabtretungen, Gebietstausche und Gebietserweiterungen dürfen nur aufgrund eines mit qualifizierter Mehrheit verabschiedeten Gesetzes erfolgen.

Art. 7.

Die Grenzen und Hauptorte der Kantone, Gemeinden und Gerichtsbezirke werden per Gesetz bestimmt.

Art. 8.

Die Stadt Luxemburg ist die Hauptstadt des Großherzogtums und Sitz der Verfassungsorgane.

KAPITEL II. – RECHTE UND FREIHEITEN

Abschnitt 1. – Staatsangehörigkeit und politische Rechte

Art. 9.

Der Erwerb, der Erhalt und der Verlust der luxemburgischen Staatsangehörigkeit werden per Gesetz geregelt.

Art. 10.

(1) Die Luxemburger genießen alle politischen Rechte, die sie unter den durch die Verfassung und die Gesetze geregelten Bedingungen ausüben.

(2) Unbeschadet des Artikels 64 kann Nichtluxemburgern per Gesetz die Ausübung von politischen Rechten gewährt werden.

Art. 11.

Der Zugang zu öffentlichen Stellen wird per Gesetz geregelt. Es kann den Luxemburgern die Stellen vorbehalten, die eine direkte oder indirekte Beteiligung an der Ausübung der öffentlichen Gewalt und den Funktionen, die dem Schutz der allgemeinen Interessen des Staates dienen, beinhalten.

Abschnitt 2. – Grundrechte

Art. 12.

Die Würde des Menschen ist unantastbar.

Art. 13.

(1) Jeder hat das Recht auf körperliche und geistige Unversehrtheit.

(2) Niemand darf der Folter oder unmenschlichen oder erniedrigenden Strafen oder Behandlungen unterworfen werden.

Die Todesstrafe darf nicht eingeführt werden.

Art. 14.

Jeder hat das Recht auf Gedanken-, Gewissens- und Religionsfreiheit.

Abschnitt 3. – Öffentliche Freiheiten



Die „Gülle Fra“

Art. 15.

(1) Die Luxemburger sind vor dem Gesetz gleich.

Ungleichbehandlungen, die auf objektiven Merkmalen beruhen, rational begründet, angemessen und zu dem verfolgten Zweck verhältnismäßig sind, können gesetzlich vorgesehen werden.

(2) Niemand darf aufgrund seiner Situation oder persönlicher Umstände diskriminiert werden.

(3) Frauen und Männer haben die gleichen Rechte und Pflichten.

Der Staat sorgt dafür, die Beseitigung von Hindernissen, die im Zusammenhang mit der Gleichstellung von Frauen und Männern bestehen können, aktiv zu fördern.

(4) Jede Person hat das Recht, eine Familie zu gründen.

Jede Person hat das Recht auf die Achtung ihres Familienlebens.

(5) Das Wohl des Kindes ist in allen Entscheidungen, die es betreffen, vorrangig zu berücksichtigen.

Jedes Kind kann seine Meinung in allen es betreffenden Fragen frei äußern. Seine Meinung wird unter Berücksichtigung seines Alters und seiner Urteilsfähigkeit berücksichtigt.

Jedes Kind hat Anspruch auf den Schutz, die Maßnahmen und die Fürsorge, die für sein Wohlergehen und seine Entwicklung notwendig sind.

(6) Jeder Mensch mit Behinderungen hat das Recht, alle Rechte gleichberechtigt zu genießen.

Art. 16.

Jeder Nichtluxemburger, der sich auf dem Gebiet des Großherzogtums befindet, genießt den Schutz, welcher Personen und Gütern gewährt wird, vorbehaltlich der gesetzlich festgelegten Ausnahmen.

Art. 17.

(1) Die Freiheit des Einzelnen wird garantiert.

(2) Niemand darf verfolgt, festgenommen oder seiner Freiheit beraubt werden, es sei denn in den gesetzlich vorgesehenen Fällen und in der gesetzlich bestimmten Form.

(3) Außer bei Ergreifung auf frischer Tat darf niemand festgenommen werden, es sei denn, es liegt eine begründete gerichtliche Entscheidung vor, die zum Zeitpunkt der Festnahme oder spätestens innerhalb von vierundzwanzig Stunden zugestellt werden muss.

(4) Jede einer Straftat beschuldigte Person gilt bis zum gesetzmäßig erbrachten Beweis ihrer Schuld als unschuldig.

Jede Person muss unverzüglich über die Gründe für ihre Festnahme oder den Freiheitsentzug, die gegen sie erhobenen Beschuldigungen und die ihr zur Verfügung stehenden rechtlichen Mittel zur Wiedererlangung ihrer Freiheit informiert werden.

Art. 18.

Jede Person hat das Recht darauf, dass ihre Sache vor das gesetzlich bestimmte Gericht gebracht wird.

Niemand darf gegen seinen Willen dem ihm gesetzlich zugewiesenen Richter entzogen werden.

Art. 19.

Eine Strafe darf nur aufgrund eines Gesetzes verhängt oder angewandt werden.

Niemand darf für eine Handlung oder Unterlassung verurteilt werden, die zum Zeitpunkt ihrer Begehung keinen Gesetzesverstoß darstellte.

Niemand darf zu einer höheren als der zum Zeitpunkt der Tat anwendbaren Strafe verurteilt werden.

Art. 20.

Jede Person hat das Recht auf die Achtung ihres Privatlebens.

Art. 21.

Die Wohnung ist unverletzlich. Ein Hausbesuch darf nur in den gesetzlich vorgesehenen Fällen und in der gesetzlich festgelegten Form stattfinden.

Art. 22.

Ein Eid darf nur aufgrund eines die Eidesformel festlegenden Gesetzes auferlegt werden.

Art. 23.

Die Meinungs- und die Pressefreiheit sind garantiert, abgesehen von Straftaten, die im Zusammenhang mit der Ausübung dieser Freiheiten begangen werden.

Die Zensur darf nicht eingeführt werden.

Art. 24.

Die Freiheit, philosophische oder religiöse Überzeugungen zu bekunden, sowie die Freiheit, sich einer Religion anzuschließen oder nicht anzuschließen, wird garantiert, abgesehen von Straftaten, die im Zusammenhang mit der Ausübung dieser Freiheiten begangen werden. Die Religionsfreiheit und die Freiheit der Religionsausübung werden garantiert, außer bei Straftaten, die im Zusammenhang mit der Ausübung dieser Freiheiten begangen werden.

Niemand darf gezwungen werden, auf irgendeine Weise an den Handlungen und Zeremonien einer Religion teilzunehmen oder sich an deren Ruhetage zu halten.

Art. 25.

Jeder hat das Recht, sich im Rahmen der Gesetze friedlich zu versammeln. Dieses Recht darf nur bei Versammlungen unter freiem Himmel an einem der Öffentlichkeit zugänglichen Ort einer vorherigen Genehmigung unterworfen werden.

Art. 26.

Die Vereinigungsfreiheit wird garantiert. Ihre Ausübung wird per Gesetz geregelt und darf keinem vorherigen Genehmigungserfordernis unterworfen werden.

Art. 27.

Politische Parteien tragen zur Willensbildung des Volkes und zum Ausdruck des allgemeinen Wahlrechts bei. Sie sind Ausdruck des demokratischen Pluralismus.

Art. 28.

Die gewerkschaftlichen Freiheiten werden garantiert.

Die Ausübung des Streikrechts wird gesetzlich geregelt.

Art. 29.

Jede Person hat das Recht, von einer oder mehreren Personen unterzeichnete Anträge an die öffentlichen Behörden zu richten.

Die öffentlichen Behörden sind verpflichtet, innerhalb einer angemessenen Frist auf die schriftlichen Anträge der Antragsteller zu antworten.

Art. 30.

Jede Person hat das Recht auf die Unverletzlichkeit ihrer Kommunikation.

Dieses Recht darf nur in den per Gesetz vorgesehenen Fällen und unter den vom Gesetz bestimmten Bedingungen und Kontrollen eingeschränkt werden.

Art. 31.

Jede Person hat das Recht auf informationelle Selbstbestimmung und auf den Schutz der sie betreffenden personenbezogenen Daten. Diese Daten dürfen nur zu den gesetzlich festgelegten Zwecken und unter den gesetzlich festgelegten Bedingungen verarbeitet werden.

Art. 32.

Das Recht auf Asyl wird unter den gesetzlich festgelegten Bedingungen garantiert.

Art. 33.

(1) Jeder Mensch hat das Recht auf Bildung.

(2) Der Staat organisiert den Unterricht und garantiert den Zugang dazu.

Die Dauer der Schulpflicht wird gesetzlich festgelegt.

Der öffentliche Fundamental- und Sekundarschulunterricht ist kostenlos.

(3) Die Freiheit der Bildung wird im Einklang mit den Werten einer demokratischen Gesellschaft ausgeübt, die auf den Grund- und Freiheitsrechten beruht.

Der Eingriff des Staates in das private Bildungswesen wird per Gesetz geregelt.

(4) Jedem steht es frei, seine Studien in Luxemburg oder im Ausland zu absolvieren und Universitäten seiner Wahl zu besuchen. Die Bedingungen für die Anerkennung von Diplomen werden per Gesetz festgelegt.

Art. 34.

Die Grundsätze der sozialen Sicherheit, des Gesundheitsschutzes und der Rechte der Arbeitnehmer werden gesetzlich geregelt.

Art. 35.

Die Ausübung der Handels- und Gewerbefreiheit sowie der freien Berufe und der landwirtschaftlichen Tätigkeit wird unter den per Gesetz bestimmten Einschränkungen gewährleistet.

Art. 36.

Niemandem darf sein Eigentum entzogen werden, außer zum allgemeinen Nutzen und gegen eine gerechte Entschädigung gemäß den gesetzlich vorgesehenen Fällen und Verfahren.

Art. 37.

Jede Einschränkung der Ausübung von öffentlichen Freiheiten muss gesetzlich vorgesehen sein und deren wesentlichen Inhalt

respektieren. Unter Beachtung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit dürfen Einschränkungen nur vorgenommen werden, wenn sie in einer demokratischen Gesellschaft notwendig sind und tatsächlich Zielen des Gemeinwohls oder der Notwendigkeit des Schutzes der Rechte und Freiheiten anderer entsprechen.

Abschnitt 4. – Staatsziele mit Verfassungsrang

Art. 38.

Der Staat garantiert das Recht auf Arbeit und sorgt dafür, dass die Ausübung dieses Rechts sichergestellt ist.



„Gëlle Fra“ (Place de la Constitution)

Art. 39.

Der Staat fördert den Sozialdialog.

Art. 40.

Der Staat sorgt dafür, dass jeder Mensch in Würde leben kann und über eine angemessene Wohnung verfügt.

Art. 41.

Der Staat garantiert den Schutz der menschlichen und natürlichen Umwelt und setzt sich ein für die Herstellung eines dauerhaften Gleichgewichts zwischen der Erhaltung der Natur, insbesondere ihrer Erneuerungsfähigkeit, und dem Schutz der biologischen Vielfalt sowie der Befriedigung der Bedürfnisse heutiger und künftiger Generationen.

Der Staat verpflichtet sich, den Klimawandel zu bekämpfen und sich für Klimaneutralität einzusetzen.

Er erkennt Tiere als empfindungsfähige, nicht menschliche Lebewesen an und sorgt für den Schutz ihres Wohlergehens.

Art. 42.

Der Staat garantiert den Zugang zur Kultur und das Recht auf kulturelle Entfaltung.

Der Staat fördert den Schutz des kulturellen Erbes.

Art. 43.

Der Staat fördert die Freiheit der wissenschaftlichen Forschung, die im Einklang mit den Werten einer demokratischen Gesellschaft steht und auf Grundrechten und öffentlichen Freiheiten beruht.

KAPITEL III. – DER GROSZHERZOG

Abschnitt 1. – Das Amt des Staatsoberhauptes

Art. 44.

(1) Der Großherzog ist das Staatsoberhaupt. Er repräsentiert den Staat. Er ist das Symbol der Einheit und Unabhängigkeit der Nation. Seine Person ist unantastbar.

(2) Der Großherzog hat keine anderen Befugnisse als die, die ihm von der Verfassung und den Gesetzen zuerkannt werden. Er übt gemeinsam mit der Regierung die Exekutivgewalt aus.

(3) Die Verfügungen des Großherzogs müssen von einem Mitglied der Regierung gegengezeichnet werden, das die Verantwortung für sie übernimmt.



Großherzog Henri

© Maison du Grand-Duc, Sophie Margue

Art. 45.

(1) Der Großherzog erlässt die für die Ausführung der Gesetze erforderlichen Verordnungen und Beschlüsse.

(2) In den Angelegenheiten, die die Verfassung dem Gesetz vorbehalten, kann der Großherzog Verordnungen und Beschlüsse nur aufgrund einer besonderen gesetzlichen Bestimmung erlassen, die das Ziel der Ausführungsbestimmungen und gegebenenfalls die Bedingungen, denen sie unterworfen sind, festlegt.

(3) Er erlässt die für die Anwendung der Rechtsakte der Europäischen Union notwendigen Verordnungen.

In Angelegenheiten, die nach der Verfassung dem Gesetz vorbehalten sind, können diese Verordnungen nur aufgrund einer besonderen gesetzlichen Bestimmung erlassen werden, in der das Ziel der Durchführungsmaßnahmen und gegebenenfalls die Bedingungen, denen sie unterworfen sind, festgelegt werden. Unter den gesetzlich bestimmten Bedingungen können Verordnungen Ausnahmen zu bestehenden gesetzlichen Bestimmungen festlegen oder diese ersetzen.

Art. 46.

Der Großherzog schließt völkerrechtliche Verträge

und kündigt sie auf. Die völkerrechtlichen Verträge und, sofern keine spezielle Klausel in einem Vertrag vorgesehen ist, ihre Kündigung werden erst durch gesetzliche Billigung wirksam. Sie werden in der für die Veröffentlichung von Gesetzen vorgesehenen Form veröffentlicht.

Der Großherzog erlässt die für die Ausführung der völkerrechtlichen Verträge notwendigen Verordnungen und Beschlüsse in den Formen, die für die Maßnahmen zur Durchführung der Gesetze gelten, und mit den Wirkungen, die an diese Maßnahmen geknüpft sind, unbeschadet der Angelegenheiten, die die Verfassung dem Gesetz vorbehalten.

Art. 47.

Bei der Ausführung der ihm durch die Artikel 45, Absatz 1 und 3, Unterabsatz 1 sowie Artikel 46, Absatz 2 verliehenen Befugnisse kann der Großherzog in von ihm bestimmten Fällen die Mitglieder seiner Regierung beauftragen, Ausführungsbestimmungen zu ergreifen.

Art. 48.

Im Falle einer internationalen Krise, einer realen Bedrohung der lebenswichtigen Interessen der gesamten Bevölkerung oder eines Teils davon oder einer drohenden Gefahr aufgrund von schweren Angriffen auf die öffentliche Sicherheit kann der Großherzog nach Feststellung der Dringlichkeit, die sich daraus ergibt, dass die Abgeordnetenkammer nicht in der Lage ist, innerhalb angemessener Fristen Gesetze zu erlassen, in sämtlichen Bereichen Maßnahmen mit Verordnungscharakter ergreifen.

Diese Maßnahmen können von bestehenden Gesetzen abweichen. Sie müssen notwendig, angemessen und im Hinblick auf ihren Zweck verhältnismäßig sein, sowie mit der Verfassung und den internationalen Verträgen im Einklang stehen.

Die Verlängerung des Krisenzustands über zehn Tage hinaus kann nur durch ein oder mehrere Gesetze beschlossen werden, in denen die Dauer festgelegt wird, ohne dass die Verlängerung eine Höchstdauer von drei Monaten überschreiten darf. Diese Gesetze werden mit einer qualifizierten Zweidrittelmehrheit der Stimmen der Abgeordneten verabschiedet, wobei eine Stimmabgabe per Vollmacht nicht zulässig ist.

Alle aufgrund der vorliegenden Bestimmung erlassenen Verordnungen treten spätestens mit der Beendigung des Krisenzustands außer Kraft.

Die Abgeordnetenkammer darf während des Krisenzustands nicht aufgelöst werden.

Art. 49.

Der Großherzog verkündet die Gesetze innerhalb von drei Monaten nach ihrer Verabschiedung durch die Abgeordnetenkammer.

Art. 50.

(1) Der Großherzog ernennt die öffentlichen Bediensteten gemäß dem Gesetz, außer in den gesetzlich festgelegten Ausnahmen.

(2) Eine vom Staat besoldete Stelle kann nur aufgrund eines Gesetzes geschaffen werden.

(3) Das Statut der Staatsbeamten wird per Gesetz bestimmt.

Art. 51.

Der Großherzog hat unter den gesetzlich bestimmten Bedingungen das Recht, die von den Gerichten verhängten Strafen ganz zu erlassen oder zu mildern.

Art. 52.

Der Großherzog hat das Recht, den Mitgliedern der großherzoglichen Familie Adelstitel zu verleihen, ohne jemals ein Privileg daran knüpfen zu können.

Art. 53.

(1) Der Großherzog trägt den Titel des Befehlshabers der Armee. Diese Befehlsgewalt wird unter der Verantwortung der Regierung ausgeübt.

(2) Der Großherzog verleiht zivile und militärische Orden unter Beachtung der Gesetze.

Art. 54.

Der Großherzog, das ehemalige Staatsoberhaupt, der Erbgroßherzog, der Regent und der Stellvertreter erhalten aus dem Staatshaushalt eine jährliche Dotation, deren Bestandteile und Höhe per Gesetz festgesetzt werden.

Der Großherzog bestimmt und organisiert unter Berücksichtigung des öffentlichen Interesses seine Verwaltung, die Rechtspersönlichkeit besitzt.

Art. 55.

Der großherzogliche Palast in Luxemburg und das Schloss Berg sind der Wohnung des Großherzogs vorbehalten.



Die Statue von Großherzogin Charlotte

Abschnitt 2. – Die konstitutionelle Monarchie

Art. 56.

(1) Das Amt des Staatsoberhauptes ist in der direkten Nachkommenschaft Seiner Königlichen Hoheit Adolphe, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, in der Reihenfolge der Primogenitur und der Repräsentation erblich. Nur eheliche Kinder haben Anspruch auf die Thronfolge.

(2) Ein Thronfolger kann auf den Thron verzichten. Dieser Verzicht erfolgt in Form einer schriftlichen Urkunde, die unwiderruflich ist und deren Wirkungen nur für den Verfasser gelten.

Wenn außergewöhnliche Umstände es erfordern, kann die Abgeordnetenversammlung eine oder mehrere Personen durch ein mit qualifizierter Mehrheit verabschiedetes Gesetz von der Thronfolge ausschließen.

(3) Wenn es keinen Thronfolger gibt, tritt die Abgeordnetenversammlung spätestens innerhalb von dreißig Tagen nach dem Tod oder der Abdankung des Großherzogs zusammen, um ein neues Staatsoberhaupt zu ernennen. Der Beschluss wird mit qualifizierter Mehrheit gefasst.

(4) Die Abdankung des Großherzogs bedarf der Form eines schriftlichen Aktes, der unwiderruflich ist.

Art. 57.

(1) Der Großherzog übt das Amt des Staatsoberhauptes ab dem Zeitpunkt aus, an dem er folgenden Eid vor der Abgeordnetenversammlung geleistet hat: „Ich schwöre, die Verfassung und die Gesetze zu achten und meine verfassungsrechtlichen Zuständigkeiten treu zu erfüllen.“

(2) Der Eid wird spätestens am zehnten Tag nach dem Tod, der Abdankung oder der Ernennung des Großherzogs unter den Bedingungen des Artikel 56, Absatz 3 geleistet.

(3) Die Weigerung, den Eid zu leisten, beinhaltet den Verzicht auf das Amt des Staatsoberhauptes.

Art. 58.

Der Großherzog kann sich von einer Person vertreten lassen, die die Bedingungen von Artikel 56, Absatz 1 erfüllt und den Titel „Stellvertreter des Großherzogs“ trägt.

Der Stellvertreter des Großherzogs tritt sein Amt erst an, nachdem er vor der Abgeordnetenversammlung folgenden Eid geleistet hat: „Ich schwöre, die Verfassung und die Gesetze zu achten und meine verfassungsrechtlichen Befugnisse treu zu erfüllen.“

Art. 59.

Ist der Thronfolger am Todestag des Großherzogs oder am Tag seiner Abdankung minderjährig, tritt die Abgeordnetenversammlung binnen zehn Tagen zusammen, um auf Vorschlag der Regierung die Regentschaft zu besetzen.

Ist es dem Großherzog vorübergehend nicht möglich, seine verfassungsrechtlichen Befugnisse zu erfüllen oder den in Artikel 57 vorgesehenen Eid zu leisten, setzt die Regierung die Abgeordnetenversammlung davon in Kenntnis, welche innerhalb von zehn Tagen zusammentritt, um dieses Unvermögen festzustellen und die Regentschaft zu besetzen.

Die Regentschaft kann nur an eine einzige Person übertragen werden, die volljährig sein und zu den in Artikel 56, Absatz 1 genannten Personen zählen muss.

Der Regent tritt sein Amt erst an, nachdem er vor der Abgeordnetenversammlung folgenden Eid geleistet hat: „Ich schwöre, die Verfassung und die Gesetze zu achten und meine verfassungsrechtlichen Befugnisse treu zu erfüllen.“

Die Regentschaft endet mit der Volljährigkeit des Thronfolgers oder dem Ende des vorübergehenden Unvermögens des Großherzogs, seine verfassungsrechtlichen Befugnisse zu erfüllen.

Die Regierung setzt die Abgeordnetenversammlung davon in Kenntnis, welche innerhalb von zehn Tagen zusammentritt, um die Regentschaft zu beenden.

Art. 60.

Wenn der Großherzog seine in der Verfassung übertragenen Befugnisse nicht erfüllt, entscheidet die Abgeordnetenversammlung, auf Antrag der Regierung nach Anhörung des Staatsrats, mit qualifizierter Mehrheit, dass davon auszugehen ist, dass der Großherzog abgedankt hat.

Art. 61.

Nach dem Tod des Großherzogs, seiner Abdankung oder der Feststellung seines Unvermögens, seine verfassungsrechtlichen Befugnisse zu erfüllen, wird das Amt des Staatsoberhauptes bis zur Leistung des Eides des Thronfolgers von der Regierung ausgeübt. Das Gleiche gilt im Falle des Todes oder des Rücktritts des Regenten.

KAPITEL IV. – DIE ABGEORDNETENKAMMER

Abschnitt 1. – Die Vertretung des Landes

Art. 62.

Die Abgeordnete Versammlung repräsentiert das Land. Sie übt die gesetzgebende Gewalt aus. Sie kontrolliert das Handeln der Regierung.

Die Abgeordneten stimmen ausschließlich im Interesse des Gemeinwohls ab, ohne Rücksprache mit ihren Bestellern zu halten.

Art. 63.

(1) Die Abgeordnete Versammlung setzt sich aus sechzig Abgeordneten zusammen.

(2) Die Abgeordneten werden für fünf Jahre gewählt.

(3) Die Wahl ist direkt. Sie erfolgt gemäß dem allgemeinen Wahlrecht, per Listenwahl, nach den Regeln der verhältnismäßigen Vertretung und dem Grundsatz des kleinsten Wahlquotienten.

Es besteht Wahlpflicht. Die Wahlen sind geheim. Die Modalitäten werden per Gesetz geregelt.

(4) Das Land ist in vier Wahlbezirke eingeteilt:
1° Süden mit den Kantonen Esch-an-der-Alzette und Capellen;
2° Zentrum mit den Kantonen Luxemburg und Mersch;
3° Norden mit den Kantonen Diekirch, Redingen,

Wiltz, Clerf und Vianden;
4° Osten mit den Kantonen Grevenmacher, Remich und Echternach.

Ein mit qualifizierter Mehrheit verabschiedetes Gesetz legt die Zahl der in jedem Wahlbezirk zu wählenden Abgeordneten fest.



Die Abgeordnetenkammer

Art. 64.

(1) Um Wähler zu sein, muss man Luxemburger und achtzehn Jahre alt sein.

(2) Um wählbar zu sein, muss man zudem seinen Wohnsitz im Großherzogtum Luxemburg haben.

(3) Die Gerichte können in den gesetzlich vorgesehenen Fällen den Ausschluss vom aktiven und passiven Wahlrecht aussprechen.

Art. 65.

Das Abgeordnetenmandat ist unvereinbar mit dem Mandat als Mitglied der Regierung und des Staatsrats.

Die gleiche Unvereinbarkeit gilt für die öffentlichen Stellen und Funktionen, die durch ein mit qualifizierter Mehrheit verabschiedetes Gesetz zu bestimmen sind. Sie kann auf andere politische Mandate ausgedehnt werden, die durch ein mit qualifizierter Mehrheit verabschiedetes Gesetz zu bestimmen sind.

Art. 66.

(1) Ein Abgeordneter, der von der Regierung für eine besoldete Stelle ernannt wird und diese annimmt, nimmt mit sofortiger Wirkung nicht mehr an den Sitzungen des Parlaments teil und nimmt sein Mandat nur aufgrund einer neuen Wahl wieder auf.

(2) Ein Abgeordneter, der Regierungsmitglied wird, verliert sein Abgeordnetenmandat. Er wird auf der Liste, von der er als Nachrücker gewählt wurde, in der Reihenfolge der erhaltenen Stimmen wieder eingetragen.

Das Gleiche gilt für Nachrücker, die nach Regierungseintritt auf das Abgeordnetenmandat verzichten müssen, das ihnen während der Ausübung dieses Mandates zufällt.

Gibt es mehrere berechtigte Nachrücker, erfolgt die Wiedereintragung in der Reihenfolge der bei der Wahl erhaltenen Stimmen.

(3) Personen, bei denen eine Unvereinbarkeit vorliegt, haben das Recht, zwischen dem Abgeordnetenmandat und ihrer Stelle oder ihrer Tätigkeit zu wählen.

Abschnitt 2. – Die Organisation und Arbeitsweise der Abgeordnetenkammer

Art. 67.

(1) Die Abgeordnetenkammer tritt von Rechts wegen am dritten Dienstag nach dem Wahltag in öffentlicher Sitzung zusammen, um die Berechtigung ihrer Mitglieder zu überprüfen.

(2) Es obliegt der Abgeordnetenkammer festzustellen, dass eines ihrer Mitglieder die Abgeordneteneigenschaft während des Mandats verloren hat aufgrund einer Nichtwählbarkeit im Sinne von Artikel 64 oder weil eine Unvereinbarkeit im Sinne von Artikel 65 eingetreten ist.

(3) Gegen eine solche Entscheidung kann vor dem Verfassungsgerichtshof Einspruch eingelegt werden. Die Modalitäten dieses Einspruchs werden per Gesetz geregelt.

(4) Beim Antritt ihres Mandats leisten die Abgeordneten in öffentlicher Sitzung folgenden Eid: „Ich schwöre, die Verfassung und die Gesetze zu achten und mein Mandat mit Integrität, Gewissenhaftigkeit und Unparteilichkeit auszuüben.“

(5) Mit dem ersten Zusammentreten der aus der Wahl hervorgehenden Abgeordnetenkammer in öffentlicher Sitzung im Sinne von Absatz 1 scheidet die aus der vorhergehenden Wahl hervorgegangene Abgeordnetenkammer aus dem Amt aus.

Art. 68.

Die Abgeordnetenkammer bestimmt durch ihre Geschäftsordnung die Art und Weise, wie sie ihre Aufgaben ausführt, sowie ihre praktische und finanzielle Organisation, einschließlich dem Statut ihrer Beamten.

Die Geschäftsordnung der Abgeordnetenkammer regelt die Ausführungsbestimmungen der Gesetze, die ihre Organisation betreffen.

Art. 69.

Die Abgeordnetenkammer ernennt ihren Präsidenten und ihre Vize-Präsidenten und setzt ihr Präsidium zusammen.

Art. 70.

Die Sitzungen der Abgeordnetenkammer sind öffentlich, außer der durch ihre Geschäftsordnung zu bestimmenden Ausnahmen.

Art. 71.

Die Abgeordnetenkammer ist nur beschluss-, entscheidungs- und antragsfähig, wenn die Mehrheit der Abgeordneten anwesend ist.

Jeder Beschluss, jede Resolution und jeder Antrag wird mit der Stimmenmehrheit angenommen. Enthaltungen werden bei der Berechnung der Mehrheit nicht berücksichtigt. Die Stimmabgabe durch Vollmacht ist zulässig. Niemandem darf jedoch mehr als eine Vollmacht erteilt werden.

Beschlüsse und Resolutionen, deren Annahme aufgrund der Verfassung der qualifizierten Mehrheit bedarf, müssen mit mindestens zwei Drittel der Abgeordnetenstimmen gefasst werden, wobei die Stimmabgabe per Vollmacht nicht zulässig ist.

Art. 72.

Die Geschäftsordnung der Abgeordnetenversammlung bestimmt die Mehrheitsregelungen für die Ernennung von Personen zu Mandaten oder Funktionen, die von der Abgeordnetenversammlung vorgenommen wird.

Art. 73.

Der Großherzog kann vorgezogene Neuwahlen nur ansetzen, wenn die Abgeordnetenversammlung mit der Mehrheit ihrer Mitglieder der Regierung das Vertrauen entzieht oder einen Misstrauensantrag gegenüber der Regierung annimmt.

Im Falle eines Rücktritts der Regierung setzt der Großherzog nach Zustimmung der Abgeordnetenversammlung, die mit der absoluten Mehrheit der Abgeordneten erteilt wird, vorgezogene Neuwahlen an.

Die Neuwahlen finden spätestens innerhalb von drei Monaten statt.

Während des Ausnahmezustands kann der Großherzog keine vorgezogenen Neuwahlen ansetzen.

Art. 74.

Die Regierungsmitglieder haben Zutritt zur Abgeordnetenversammlung. Auf ihre Anfrage hin muss ihnen das Wort erteilt werden.

Art. 75.

Zwecks Ausübung der in Artikel 62 vorgesehenen Aufgaben kann die Abgeordnetenversammlung:

- 1° die Anwesenheit eines oder mehrerer Regierungsmitglieder verlangen;
- 2° Fragen und Anfragen an die Regierung stellen, zu deren Beantwortung die Regierung verpflichtet ist;
- 3° von der Regierung sämtliche Informationen und Dokumente verlangen;
- 4° gegenüber der Regierung einen Vertrauens- oder Misstrauensantrag annehmen.

Die Ausübung dieser Befugnisse wird durch die Geschäftsordnung der Abgeordnetenversammlung geregelt.

Abschnitt 3. – Die Verabschiedung der Gesetze

Art. 76.

Die Regierung bringt Gesetzesentwürfe in die Abgeordnetenversammlung ein.

Art. 77.

Jeder Abgeordnete ist berechtigt, der Abgeordnetenversammlung Gesetzesvorschläge vorzulegen.

Art. 78.

(1) Die Gesetze werden von der Abgeordnetenversammlung verabschiedet.

(2) Die Abgeordnetenversammlung kann Änderungen an den Gesetzesentwürfen und Gesetzesvorschlägen vornehmen.

(3) Die Abgeordnetenversammlung stimmt über das gesamte Gesetz ab. Die Stimmabgabe ist immer namentlich.

Auf Antrag von mindestens fünf Abgeordneten kann vor der Abstimmung über das gesamte Gesetz eine Abstimmung über einen oder mehrere Artikel des Gesetzes vorgenommen werden.

(4) Alle Gesetze werden einer zweiten Abstimmung unterzogen, es sei denn, die Abgeordnetenversammlung beschließt mit Zustimmung des Staatsrats, der in öffentlicher Sitzung tagt, etwas anderes. Zwischen den beiden Abstimmungen liegt ein Zeitraum von mindestens drei Monaten.

Abschnitt 4. – Die weiteren Zuständigkeiten der Abgeordnetenversammlung

Art. 79.

Die Abgeordnetenversammlung entscheidet in öffentlicher Sitzung über die von hundertfünfundsiebenzig Wählern eingebrachten und von mindestens zwölftausendfünfhundert Wählern unterstützten begründeten Vorschlägen zur Einleitung eines Gesetzgebungsverfahrens.

Die Ausübung dieses Rechts auf Gesetzesinitiative wird gesetzlich geregelt.

Art. 80.

Die Abgeordnetenversammlung kann beschließen, ein Referendum in den Fällen, zu den Bedingungen und mit den Auswirkungen durchzuführen, die durch das Gesetz festgelegt werden müssen.

Art. 81.

Die Abgeordnetenversammlung hat das Untersuchungsrecht. Die Ausübung dieses Rechts wird per Gesetz bestimmt.

Ein Untersuchungsausschuss muss auf Antrag von mindestens einem Drittel der Abgeordneten eingesetzt werden.

Art. 82.

Die Abgeordnetenversammlung nimmt die in der von ihrer Geschäftsordnung vorgeschriebenen Form an sie gerichteten Petitionen entgegen.

Art. 83.

Der Ombudsman wird vom Großherzog auf Vorschlag der Abgeordnetenversammlung ernannt, welcher mit der in Artikel 71, Absatz

3 vorgesehenen qualifizierten Mehrheit angenommen wurde.

Die Befugnisse und die Regeln für die Arbeitsweise des Ombudsmann und die Beziehungen zur Abgeordnetenversammlung werden per Gesetz bestimmt.

Abschnitt 5. – Das Statut des Abgeordneten

Art. 84.

Kein Abgeordneter kann wegen der von ihm in Ausübung seines Amtes geäußerten Meinungen oder wegen seiner Abstimmungen zivil- oder strafrechtlich belangt werden.

Art. 85.

Mit Ausnahme der in Artikel 84 vorgesehenen Fälle können Abgeordnete strafrechtlich verfolgt werden.

Die Verhaftung eines Abgeordneten bedarf jedoch, außer im Fall der Ergreifung auf frischer Tat, der vorherigen Genehmigung der Abgeordnetenversammlung.

Für den Vollzug der gegen einen Abgeordneten verhängten Strafen – selbst der Freiheitsstrafen – bedarf es keiner Genehmigung der Abgeordnetenversammlung.

Art. 86.

Die Abgeordneten beziehen eine Entschädigung, deren Höhe und Bedingungen per Gesetz festgelegt wird.

KAPITEL V. – DIE REGIERUNG

Art. 87.

Die Regierung leitet die allgemeine Politik des Staates.



Das Staatsministerium

Art. 88.

Die Regierung besteht aus einem Premierminister, einem oder mehreren Vizepremierministern, Ministern und gegebenenfalls einem oder mehreren beigeordneten Ministern und Staatssekretären.

Der Großherzog ernennt den Premierminister und die anderen Regierungsmitglieder und entbindet sie

von ihren Aufgaben.

Vor Amtsantritt leisten die Regierungsmitglieder folgenden Eid: „Ich schwöre, die Verfassung und die Gesetze zu achten und mein Amt mit Integrität, Gewissenhaftigkeit und Unparteilichkeit auszuüben.“

Art. 89.

Das Amt des Regierungsmitglieds ist unvereinbar mit dem Mandat des Abgeordneten, des Mitglieds des Staatsrats, des Mitglieds eines Gemeinderats sowie mit öffentlichen Ämtern oder einer beruflichen Tätigkeit.

Art. 90.

Die Regierungsmitglieder üben ihre Befugnisse entweder im Regierungsrat oder, für die Angelegenheiten, mit denen sie betraut sind, einzeln aus.

Art. 91.

Der Premierminister koordiniert die Arbeit der Regierung und achtet auf ein einheitliches Vorgehen der Regierung.

Art. 92.

Die Regierung regelt ihre Organisation und Arbeitsweise, mit Ausnahme der nach der Verfassung dem Gesetz vorbehaltenen Angelegenheiten, durch eine per großherzoglichen Beschluss genehmigte Geschäftsordnung.

Art. 93.

(1) Anlässlich der Vorstellung des Regierungsprogramms vor der Abgeordnetenversammlung stellt der Premierminister die Vertrauensfrage für die neue Regierung.

(2) Anlässlich einer Abstimmung über einen Gesetzentwurf oder einer Regierungserklärung kann der Premierminister nach Beratung des Regierungsrats gegenüber der Abgeordnetenversammlung die Vertrauensfrage stellen.

(3) Die Abgeordnetenversammlung kann die Regierung durch einen Misstrauensantrag zur Verantwortung ziehen.

(4) Wenn die Abgeordnetenversammlung der Regierung das Vertrauen entzieht, reicht der Premierminister beim Großherzog den Rücktritt der Regierung ein.

(5) Die scheidende Regierung führt die allgemeinen politischen Geschäfte weiter.

Art. 94.

(1) Die Regierung und ihre Mitglieder sind gegenüber der Abgeordnetenversammlung verantwortlich.

(2) Die Regierungsmitglieder können wegen ihrer Äußerungen im Rahmen der Ausübung ihres Amtes weder zivilrechtlich noch strafrechtlich zur Verantwortung gezogen werden.

(3) Die Regierungsmitglieder sind für die von ihnen in Ausübung ihres Amtes begangenen Taten

strafrechtlich verantwortlich.
Nur die Staatsanwaltschaft kann gegen ein Mitglied der Regierung wegen dieser Handlungen ein Verfahren einleiten und führen, auch wenn es aus dem Amt ausgeschieden ist.

(4) Außer bei Ergreifung auf frischer Tat bedarf die Verhaftung eines Regierungsmitglieds der vorherigen Genehmigung der Abgeordnetenversammlung. Für den Vollzug der gegen ein Regierungsmitglied verkündeten Strafen – selbst der Freiheitsstrafen – bedarf es dieser Genehmigung nicht.



Der Staatsrat

KAPITEL VI. – DER STAATSRAT

Art. 95.

Der Staatsrat gibt seine Stellungnahme zu den Gesetzesentwürfen und Gesetzesvorschlägen sowie zu den etwaigen vorgeschlagenen Änderungen ab.

Ist er der Ansicht, dass ein Gesetzesentwurf oder Gesetzesvorschlag Bestimmungen enthält, die gegen die Verfassung, gegen internationale Verträge, bei denen das Großherzogtum Luxemburg Vertragspartner ist, gegen Rechtsakte der Europäischen Union oder gegen die allgemeinen Rechtsgrundsätze verstoßen, erwähnt er dies in seiner Stellungnahme.

Hat die Abgeordnete Kammer Artikel für Artikel über einen Gesetzesentwurf oder Gesetzesvorschlag abgestimmt, ohne dass der Staatsrat sein Gutachten abgegeben hat, kann die Abgeordnete Kammer unter Einhaltung einer Frist von mindestens drei Monaten über das gesamte Gesetz abstimmen, nachdem sie den Staatsrat davon in Kenntnis gesetzt hat.

Außer in Notfällen, die der Großherzog im Rahmen der bestehenden Gesetzgebung zu beurteilen hat, gibt der Staatsrat sein Gutachten zu zu erlassenden Verordnungen zu den Ausführungsbestimmungen der Gesetze und internationalen Verträgen und zwecks Anwendung der Rechtsakte der Europäischen Union ab. Ist er der Ansicht, dass der Verordnungsentwurf nicht mit den übergeordneten Rechtsnormen übereinstimmt, erwähnt er dies in seinem Gutachten.

Die Abgeordnete Kammer und die Regierung können dem Staatsrat alle anderen Fragen unter den gesetzlich bestimmten Modalitäten vorlegen.

Art. 96.

Die Organisation des Staatsrats und die Art und Weise der Ausübung seiner Aufgaben werden gesetzlich geregelt.

KAPITEL VII. – DIE JUSTIZ

Abschnitt 1. – Die Organisation der Justiz

Art. 97.

Die rechtsprechende Gewalt wird von den Gerichtshöfen und Gerichten ausgeübt. Die Urteile und Gerichtsentscheidungen werden im Namen des Großherzogs vollstreckt.

Art. 98.

Die ordentlichen Gerichte haben in allen Bereichen allgemeine Zuständigkeit, außer in den Bereichen, die die Verfassung Gerichten mit besonderer Zuständigkeit überträgt.

Art. 99.

In Streitfällen, die das Verwaltungs- und das Steuerrecht betreffen, sind, in den gesetzlich bestimmten Fällen und Bedingungen, die Gerichte der Verwaltungsgerichtsbarkeit zuständig.

Art. 100.

Die für die Sozialversicherung zuständige Gerichtsbarkeit wird gesetzlich geregelt.

Art. 101.

Die Organisation der Gerichte sowie die Rechtsbehelfe werden gesetzlich geregelt.

Art. 102.

Die Gerichte wenden die Gesetze und Verordnungen nur insoweit an, als sie mit den übergeordneten Rechtsnormen übereinstimmen.



Die „Cité judiciaire“

Art. 103.

Die Aufhebung einer Verordnung durch ein Verwaltungsgericht erlangt ab dem Tag, an dem die Gerichtsentscheidung oder das Urteil rechtskräftig wird, Rechtswirksamkeit, es sei denn, das Gericht, das die Aufhebung ausgesprochen hat, ordnet eine andere Frist an.

Das Gericht, das die Rechtsunwirksamkeit ausspricht, bestimmt die Bedingungen und Grenzen, unter denen die Wirkungen, die die Verordnung hervorgerufen hat, wieder in Frage gestellt werden können.

Abschnitt 2. – Das Statut der Richter und Staatsanwälte

Art. 104.

(1) Die Richter sind bei der Ausübung ihres richterlichen Amtes unabhängig.

(2) Die Staatsanwaltschaft übernimmt die Anklageerhebung und verlangt die Durchsetzung des Rechts. Sie ist bei der Ermittlung und Verfolgung von Straftaten unabhängig, unbeschadet des Rechts der Regierung, Richtlinien für die Strafrechtspolitik zu erlassen.

Art. 105.

(1) Das Statut der Richter und der Staatsanwälte wird gesetzlich festgelegt.

(2) Die Richter können nicht abgesetzt werden.

(3) Die Versetzung in den Ruhestand der Richter und Staatsanwälte aus Alters-, Krankheits- und Dienstuntauglichkeitsgründen werden gesetzlich geregelt.

Art. 106.

Vor Amtsantritt leisten die Richter und die Staatsanwälte den vom Gesetz vorgesehenen Eid.

Abschnitt 3. – Der Nationale Justizrat

Art. 107.

Der Nationale Justizrat wacht, unter Wahrung ihrer Unabhängigkeit, über das ordnungsgemäße Funktionieren der Justiz.

Die Zusammensetzung und die Organisation des Nationalen Justizrats werden per Gesetz geregelt. Der Nationale Justizrat muss mehrheitlich aus Richtern und Staatsanwälten bestehen. Der Großherzog ernennt die vom Nationalen Justizrat vorgeschlagenen Richter und Staatsanwälte gemäß den gesetzlich geregelten Bedingungen.

Die Zuständigkeiten des Nationalen Justizrats in Disziplinarverfahren gegen Richter und Staatsanwälte werden per Gesetz bestimmt. Die anderen Zuständigkeiten des Nationalen Justizrats werden per Gesetz festgelegt, das ebenfalls die Art ihrer Ausübung bestimmt.

Abschnitt 4. – Die Garantien des Rechtssuchenden

Art. 108.

Die Sitzungen der Gerichte sind öffentlich, es sei denn, diese Öffentlichkeit gefährdet die Ordnung oder die Sitten, wobei dies vom Gericht durch einen Gerichtsbeschluss entschieden wird.

Art. 109.

Jedes Urteil wird begründet. Es wird in öffentlicher Sitzung verkündet.

Art. 110.

Gesetzlich garantiert sind die Unparteilichkeit der Richter, der faire und gerechte Charakter der Verfahren einschließlich angemessener Verfahrensfristen, die Wahrung des Grundsatzes des kontradiktorischen Verfahrens und der Verteidigungsrechte.

Art. 111.

Die Bestimmungen der Verfassung stehen den Verpflichtungen, die sich aus dem Statut des Internationalen Strafgerichtshofs ergeben, nicht entgegen.

Abschnitt 5. – Der Verfassungsgerichtshof

Art. 112.

(1) Der Verfassungsgerichtshof entscheidet durch Urteil über die Verfassungsmäßigkeit der Gesetze.

(2) Der Verfassungsgerichtshof kann in einem Vorabentscheidungsverfahren gemäß den per Gesetz zu bestimmenden Modalitäten von allen Gerichten hinsichtlich der Verfassungsmäßigkeit der Gesetze, mit Ausnahme der Gesetze zur Billigung von völkerrechtlichen Verträgen, befasst werden.

(3) Der Verfassungsgerichtshof urteilt über Zuständigkeitskonflikte nach den gesetzlich festgelegten Verfahren.

(4) Die Zuständigkeiten des Verfassungsgerichtshofs können durch ein Gesetz erweitert werden, das mit einer qualifizierten Mehrheit von mindestens zwei Dritteln der Stimmen der Mitglieder der Abgeordnetenkammer verabschiedet wurde, wobei die Stimmabgabe per Vollmacht nicht zulässig ist.

(5) Der Verfassungsgerichtshof besteht aus:
1° neun ordentlichen Mitgliedern:

a) dem Vorsitzenden des Obersten Gerichtshofs und dem Vorsitzenden des Verwaltungsgerichtshofs;
b) zwei Richtern am Kassationsgerichtshof und fünf vom Großherzog nach Zustimmung des Obersten Gerichtshofs und des Verwaltungsgerichtshofs ernannten Richtern;

2° sieben stellvertretenden Mitgliedern, die vom Großherzog nach Zustimmung des Obersten Gerichtshofs und des Verwaltungsgerichtshofs ernannt werden.

(6) Der Verfassungsgerichtshof tagt in Kammern mit fünf Mitgliedern. Wenn der Verfassungsgerichtshof der Ansicht ist, dass eine Rechtssache, mit der er befasst ist, von besonderer Bedeutung ist, tagt er im Plenum mit neun Mitgliedern.

(7) Die Organisation des Verfassungsgerichtshofs und die Art und Weise der Ausübung seiner Befugnisse werden per Gesetz geregelt.

(8) Die Bestimmungen der Gesetze, die durch ein Urteil des Verfassungsgerichtshofs für

verfassungswidrig erklärt werden, verlieren ihre Rechtswirkung am Tag nach der Veröffentlichung des Urteils in der gesetzlich vorgesehen Form, es sei denn, der Verfassungsgerichtshof hat eine andere Frist angeordnet. Der Verfassungsgerichtshof legt die Bedingungen und Grenzen fest, unter denen die von der Bestimmung hervorgerufenen Wirkungen in Frage gestellt werden können.

KAPITEL VIII. – BESTIMMUNGEN ÜBER DIE STAATSV ERWALTUNG

Abschnitt 1. – Die allgemeinen Regeln der Verwaltung

Art. 113.

Gesetze, Verordnungen und allgemeine Verwaltungsbeschlüsse werden erst mit der Veröffentlichung in der gesetzlich bestimmten Form verbindlich.

Art. 114.

Die Bedingungen und Grenzen sowie die Modalitäten für die Staatshaftung und die Haftung anderer öffentlich-rechtlicher juristischer Personen für Schäden, die sie oder ihre öffentlichen Mandatsträger und Bediensteten bei der Ausübung ihrer Funktionen verursacht haben, werden per Gesetz geregelt.

Art. 115.

Die Ausübung der öffentlichen Gewalt und deren Befugnisse werden per Gesetz geregelt.

Jede Erklärung betreffend den Kriegszustand und jede Beteiligung der öffentlichen Gewalt an Operationen im Ausland bedürfen der Genehmigung der Abgeordneten kammer entsprechend den per Gesetz festzulegenden Modalitäten.

Abschnitt 2. – Die Finanzen

Art. 116.

(1) Jede staatliche Steuer sowie jede Befreiung oder Ermäßigung von der Besteuerung werden per Gesetz festgelegt.

(2) Über die Steuern zugunsten des Staates wird jährlich im Parlament abgestimmt. Die Gesetze, die sie festlegen, sind nur für ein Jahr gültig, wenn sie nicht erneuert werden.

(3) Außer in den per Gesetz formell geregelten Ausnahmen können von den Bürgern oder den öffentlichen Einrichtungen nur Abgaben verlangt werden, wenn es sich um Steuern zugunsten des Staates oder der Gemeinde handelt.

Art. 117.

(1) Jede Anleihe zulasten des Staates bedarf der Zustimmung der Abgeordneten kammer.

(2) Jede Veräußerung von unbeweglichem oder beweglichem Eigentum des Staates muss durch ein Sondergesetz genehmigt

werden. Ein allgemeines Gesetz kann jedoch eine Grenze bestimmen, unterhalb derer eine Sondergenehmigung der Abgeordneten kammer nicht erforderlich ist.

(3) Jeder Erwerb durch den Staat von größerem unbeweglichem oder beweglichem Eigentum, jedes zugunsten des Staates durchgeführte große Infrastrukturprojekt oder bedeutende Bauprojekt sowie jede erhebliche finanzielle Verpflichtung des Staates müssen durch ein Sondergesetz genehmigt werden. Ein allgemeines Gesetz legt die Schwellenwerte fest, ab denen eine solche Genehmigung erforderlich ist, sowie die Bedingungen und Modalitäten für die Finanzierung der Vorbereitungsarbeiten.

(4) Jede den Staatshaushalt für länger als ein Geschäftsjahr belastende Ausgabe muss durch ein Sondergesetz beschlossen werden.

(5) Jedes Ruhegehalt, jedes Wartegeld sowie jede Sondervergütung zulasten des Staates werden durch ein Gesetz bewilligt.

Art. 118.

Jedes Jahr erlässt die Abgeordneten kammer das Haushaltsgesetz und verabschiedet den Staatshaushalt. Alle Einnahmen und Ausgaben des Staates müssen im Staatshaushalt und in den Staatskonten eingetragen sein.



Der Rechnungshof

Art. 119.

(1) Der Rechnungshof ist mit der Kontrolle der Finanzverwaltung der Organe, Verwaltungen und Dienststellen des Staates beauftragt. Weitere Aufgaben im Bereich der Kontrolle der Verwaltung der öffentlichen Gelder können ihm per Gesetz übertragen werden.

(2) Der Rechnungshof übermittelt der Abgeordneten kammer seine Beanstandungen und Empfehlungen zu den Staatskonten.

(3) Die Zuständigkeiten und die Organisation des Rechnungshofs sowie die Modalitäten seiner Überwachungsmission und die Beziehungen zur Abgeordneten kammer werden per Gesetz geregelt.

(4) Die Mitglieder des Rechnungshofs werden durch den Großherzog auf Vorschlag der Abgeordneten kammer ernannt.

Abschnitt 3. – Die Beziehungen zwischen dem Staat und den Glaubensgemeinschaften

Art. 120.

Die Kirchen und Glaubensgemeinschaften sind vom Staat getrennt.

Die Beziehungen zwischen dem Staat und den Kirchen und Glaubensgemeinschaften werden gesetzlich geregelt.

Innerhalb der gesetzlich bestimmten Grenzen und Formen können Vereinbarungen, die von der Abgeordnetenkommission zu verabschiedet sind, die Beziehungen zwischen dem Staat und den Kirchen und Glaubensgemeinschaften näher bestimmen.

KAPITEL IX. – DIE GEMEINDEN

Art. 121.

(1) Die Gemeinden bilden eigenständige Körperschaften auf territorialer Grundlage, besitzen Rechtspersönlichkeit und verwalten durch ihre Organe ihre eigenen Interessen und ihr eigenes Vermögen.

(2) Die Zusammensetzung, die Organisation und die Kompetenzen der Gemeindeorgane werden gesetzlich bestimmt.

Art. 122.

(1) Jede Gemeinde hat einen Gemeinderat, der gemäß dem allgemeinen Wahlrecht direkt und in geheimer Wahl gewählt wird.

(2) Die Gemeinde wird von einem Kollegium bestehend aus dem Bürgermeister und den Schöffen, welche unter den Mitgliedern des Gemeinderats in der per Gesetz bestimmten Form gewählt werden, verwaltet.

Art. 123.

(1) Die Steuern zugunsten der Gemeinden werden per Gesetz festgelegt.

Unter Einhaltung seiner verfassungsrechtlichen und gesetzlichen Befugnisse kann der Gemeinderat die zur Umsetzung des Interesses der Gemeinde erforderlichen Steuern und Gebühren festsetzen. Die Gemeindesteuern und -gebühren werden von der Aufsichtsbehörde genehmigt.

(2) Der Gemeinderat erstellt jährlich den Haushalt der Gemeinde und schließt die entsprechenden Haushaltskonten ab.

(3) Die Gemeinden haben ein Anrecht auf finanzielle Mittel zur Erfüllung der ihnen gesetzlich übertragenen Aufgaben.

Art. 124.

Außer in Dringlichkeitsfällen erlässt der Gemeinderat die Gemeindeverordnungen.

Gemeindeverordnungen können in den Bereichen, die laut der Verfassung dem Gesetz vorbehalten sind, nur aufgrund einer besonderen

gesetzlichen Bestimmung erlassen werden, die das Ziel der Ausführungsbestimmungen und gegebenenfalls die Bedingungen, denen sie unterliegen, festlegt.

Die Gemeindeverordnungen müssen den in Anwendung von Artikel 45 verabschiedeten Gesetzen und Verordnungen entsprechen.

Art. 125.

(1) Für die Erstellung der Personenstandsurkunden und das Führen der Register dieser Urkunden sind ausschließlich die gesetzlich bestimmten Organe der Gemeinde zuständig.

(2) Das Statut der Gemeindebeamten wird gesetzlich bestimmt.

Art. 126.

Jede Gemeinde kann allein oder mit anderen Gemeinden innerhalb der Grenzen und gemäß der Art und Weise, die per Gesetz geregelt werden, öffentlich-rechtliche Einrichtungen gründen.

Art. 127.

Die Aufsicht über die Gemeindeverwaltung wird per Gesetz geregelt, das abschließend bestimmt, welche Handlungen der Gemeindeorgane von der Aufsichtsbehörde zu genehmigen sind. Unbeschadet der Befugnisse der Gerichtshöfe oder Verwaltungsgerichte können per Gesetz bestimmte Handlungen der Gemeindeorgane der Genehmigung durch die Aufsichtsbehörde unterworfen werden.

Der Regierungsrat kann den Gemeinderat im Interesse der Verwaltung der Gemeinde auflösen.

KAPITEL X. – ÖFFENTLICH-RECHTLICHE EINRICHTUNGEN DES STAATES UND BERUFSORGANE

Art. 128.

(1) Per Gesetz können öffentlich-rechtliche Einrichtungen gegründet werden, die eine eigene Rechtspersönlichkeit besitzen und unter der Aufsicht des Staates stehen.

(2) Per Gesetz können Berufskammern gegründet werden, die eine eigene Rechtspersönlichkeit besitzen.

(3) Per Gesetz können repräsentative Organe der freien Berufe gegründet werden und ihnen kann eine eigene Rechtspersönlichkeit zugestanden werden.

Art. 129.

(1) Der Zweck, die Organisation und die Befugnisse der öffentlich-rechtlichen Einrichtungen, der Berufskammern und der Organe der freien Berufe, die eine eigene Rechtspersönlichkeit besitzen, werden gesetzlich bestimmt.

(2) Innerhalb der Grenzen ihres Aufgabengebiets kann ihnen per Gesetz die Befugnis erteilt werden,

Verordnungen zu erlassen.

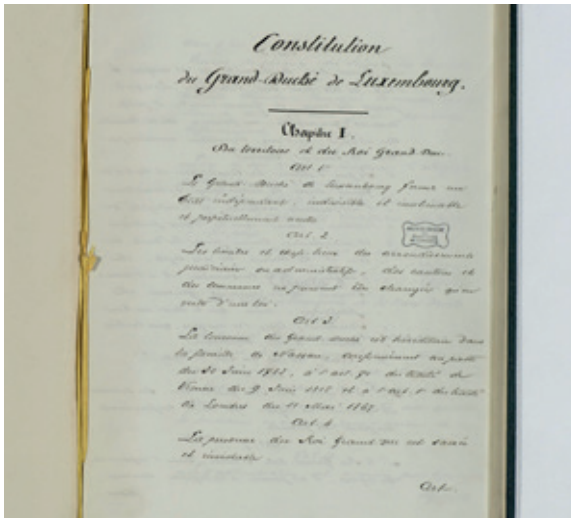
In den Bereichen, die gemäß der Verfassung dem Gesetz vorbehalten sind, können diese Verordnungen nur aufgrund einer besonderen gesetzlichen Bestimmung erlassen werden, die das Ziel der Ausführungsbestimmungen und gegebenenfalls die Bedingungen, denen sie unterliegen, festlegt.

Diese Verordnungen müssen den nach Artikel 45 verabschiedeten Gesetzen und Verordnungen entsprechen.

KAPITEL XI. – DIE ÄNDERUNG DER VERFASSUNG

Art. 130.

Keine Bestimmung der Verfassung kann ausgesetzt werden.



ANLux, TC-0052, Constitution révisée du Grand-Duché de Luxembourg, 1868.10.17

Art. 131.

Jede Änderung der Verfassung muss mit dem gleichen Wortlaut von der Abgeordnetenkommer in zwei aufeinanderfolgenden Abstimmungen im Abstand von mindestens drei Monaten verabschiedet werden.

Keine Änderung wird angenommen, wenn sie nicht mindestens zwei Drittel der Stimmen der Mitglieder der Abgeordnetenkommer auf sich vereint, wobei die Stimmabgabe per Vollmacht nicht zulässig ist.

Der in erster Lesung von der Abgeordnetenkommer angenommene Text wird einem Referendum unterzogen, das die zweite Abstimmung der Kommer ersetzt, wenn innerhalb von zwei Monaten nach der ersten Abstimmung entweder von mehr als einem Viertel der Mitglieder der Abgeordnetenkommer oder von fünfundzwanzigtausend Wählern, die in den Wählerlisten für die Parlamentswahlen eingetragen sind, ein entsprechender Antrag gestellt wird. Die Änderung der Verfassung wird nur angenommen, wenn sie die Mehrheit der gültig abgegebenen

Stimmen auf sich vereint. Die Modalitäten der Durchführung des Referendums werden gesetzlich geregelt.

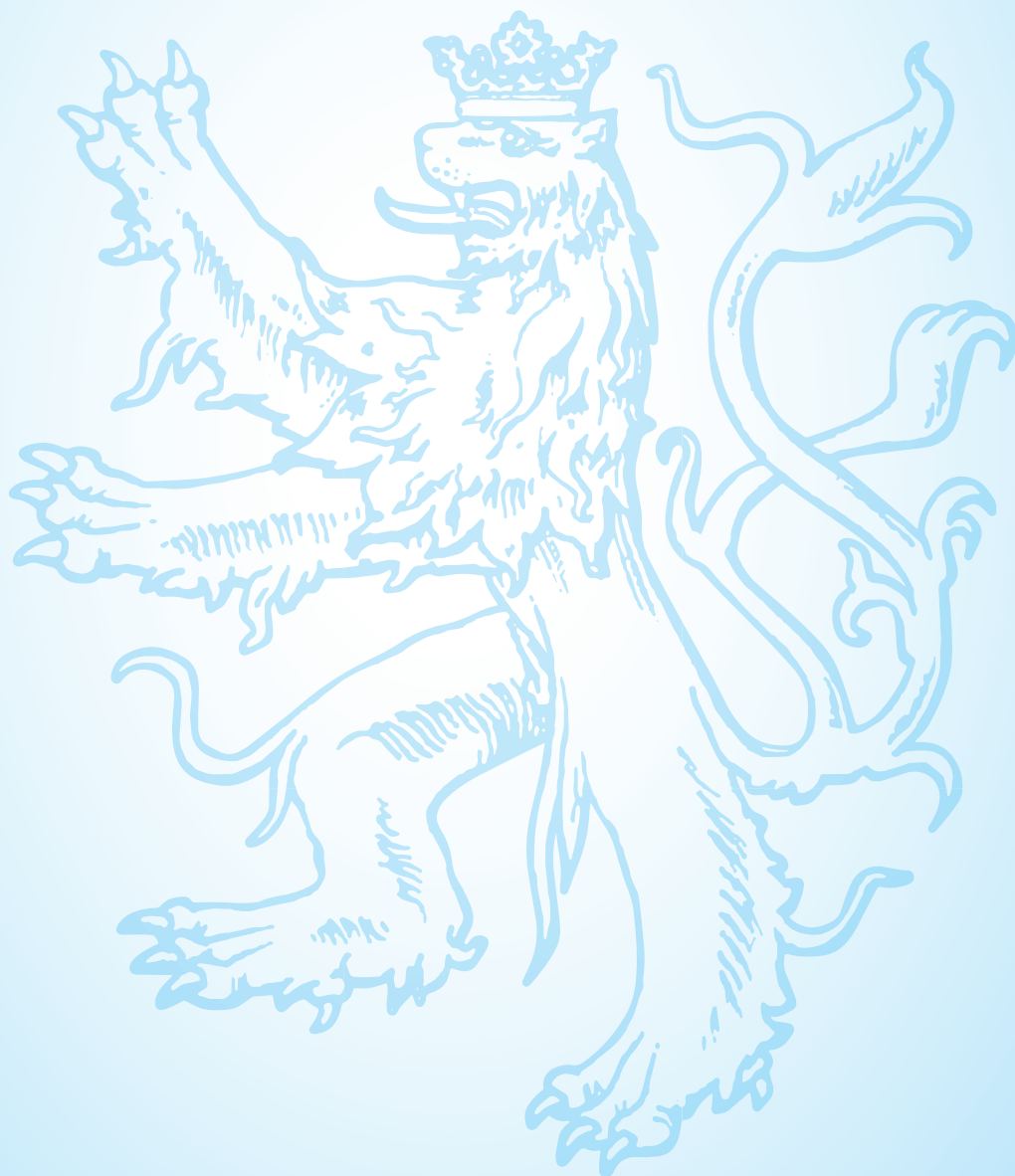
KAPITEL XII. – ÜBERGANGSBESTIMMUNGEN

Art. 132.

Die Bestimmungen von Artikel 56 sind erstmals auf die Nachkommen Seiner Königlichen Hoheit Henri, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, anwendbar.



Der großherzogliche Palast



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG